

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

---

LA REVISION  
DES  
PROCÈS CRIMINELS  
ET CORRECTIONNELS

A l'exclusion de la question d'indemnité

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 30 Juin 1902, à une heure et demie du soir

PAR

GASTON PRÉBOIS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

AVOCAT

Sous la Présidence de M. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*.

Suffragants : { MM. ROUX, *professeur*.  
PERCEROU, *agréé*.

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES  
LOIS ET ARRÊTS

Ancienne maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

—  
1902



Digitized by the Internet Archive  
in 2026





LA REVISION  
DES  
PROCÈS CRIMINELS  
ET CORRECTIONNELS

A l'exclusion de la question d'indemnité

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 30 Juin 1902, à une heure et demie du soir

PAR

GASTON PRÉBOIS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

AVOCAT

Sous la Présidence de M. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*.

Suffragants : { MM. ROUX, *professeur*.  
PERCEROU, *agrégé*.



---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES  
LOIS ET ARRÊTS

Ancienne maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, 22

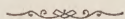
L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1902





## CHAPITRE I<sup>er</sup>



### INTRODUCTION

ET

**Conciliation du principe de la revision avec le  
principe de l'autorité de la chose jugée.**

La condamnation d'un innocent a toujours été considérée comme une des plus grandes calamités qui puissent s'abattre sur un homme. Non seulement, il est atteint dans sa liberté, quelquefois même dans sa vie, mais il perd à jamais son honneur et l'honneur des siens. Il sera toujours marqué du sceau de l'infamie et sa famille en sera elle-même éclaboussée si une réparation publique ne vient pas effacer cette tache.

Il est bien inutile, croyons-nous, d'insister sur le martyre de l'innocent condamné, et de retracer le tableau des angoisses de ce malheureux.

Des exemples trop nombreux, hélas ! sont encore présents à la mémoire de tous ; et qu'il nous soit permis d'espérer que ces erreurs judiciaires se feront de plus en plus rares et que les rouages de la revision des procès criminels et correctionnels seront mis de moins en moins en mouvement.

Certes, il est triste de voir ainsi l'idée de justice méconnue, mais n'oublions pas que nous sommes dans le domaine des choses humaines, et que, dès lors, nous ne pouvons prétendre à l'infailibilité.

Et pourtant, une sentence emportant la condamnation d'un innocent pourrait être bien souvent évitée si la présomption d'innocence dont tout prévenu ou tout accusé doit profiter était réellement respectée. L'on semble oublier, en effet aujourd'hui, que cette présomption fait partie du droit naturel et qu'elle a été consacrée par la Constitution comme un des droits de l'homme et du citoyen (1).

Cette présomption d'innocence devrait être le principe directeur de l'instruction criminelle. De tout temps, les législateurs et les philosophes l'ont proclamée. Depuis Trajan (2) jusqu'à nos jours cette théorie n'a jamais cessé d'être en honneur mais l'application dans la pratique en a toujours été bien imparfaite.

Le juge ne devrait condamner que sur une certitude absolue. « Qu'il ne décide jamais de la vie des hommes » sur des présomptions, disait Charlemagne à ses *missi*, « il n'y a rien de si dangereux et si injuste au monde » que de se hasarder sur des conjectures. » Paroles qui traversent les âges, car elles s'inspirent de l'idée de justice telle qu'elle devrait s'imposer à tous les esprits.

Une des principales causes des erreurs judiciaires provient de l'inobservation par le juge de cette règle de présomption d'innocence : c'est en vain qu'il objectera qu'il avait pour lui l'opinion publique et que tous les témoignages semblaient accuser l'inculpé. Rien ne pourra l'empêcher d'avoir une certaine responsabilité morale à supporter.

Ne rentre-t-il pas, en effet, dans la mission du juge,

(1) Article 9.

(2) Loi 5, *De pœnis*, loi de Trajan.

de faire obstacle à la passion publique, « la démente » de la canaille », comme la qualifie Voltaire (1).

Ne doit-il pas servir de rempart à cette rumeur publique qui prend naissance on ne sait où et qui, dans son aveuglement, va jusqu'aux accusations les plus passionnées sans avoir une donnée précise, une base sérieuse.

Ne rentre-t-il pas non plus dans la mission du juge de peser les témoignages qu'il reçoit ? De les disséquer pour s'assurer qu'il ne cachent pas une haine quelconque, une vengeance personnelle à assouvir et, ne doit-il pas rechercher si l'imagination du témoin n'apporte aux faits qu'il prétend avoir vus aucun détail, aucune appréciation personnelle. Si, au lieu d'accepter presque sans contrôle tous les témoignages à charge, on en recherchait la sincérité, que d'erreurs auraient été évitées.

En résumé, devant toutes les juridictions sans exception, du moment que le doute est encore possible, l'acquittement devrait s'imposer et, comme le disait un célèbre criminaliste du commencement du siècle : « Tant qu'il reste l'ombre d'un doute il n'y a plus de » certitude possible pour le juge consciencieux. »

Mais enfin, puisqu'il n'est pas permis à la société de bannir toute possibilité d'erreur, elle doit réparer, quand elle le peut, le mal qu'elle a fait et, dans ces conditions, nous devons applaudir à toute loi libérale qui permet à la victime de l'erreur judiciaire de poursuivre sa réhabilitation.

L'utilité d'une semblable institution est donc indiscutable. De tout temps, le législateur s'est efforcé de corriger de semblables injustices, car l'opinion publique s'est toujours passionnée pour ces sortes d'affaires ; et,

(1) Politique et législation, tome 2, p. 371.

rien que le souvenir de Calas, des époux Sirven, dans le XVIII<sup>e</sup> siècle ; de Lesurques et de Pierre Vaux dans le XIX<sup>e</sup> suffisent pour justifier l'émotion de tous à l'annonce d'une nouvelle erreur judiciaire.

Pourtant, dans de nombreuses législations, on a assigné des limites parfois très étroites à la revision des procès criminels et correctionnels ; c'est qu'en effet, celui qui est condamné se trouve dans une situation spéciale qu'il faut définir bien exactement. Pour que la revision soit possible il faut qu'il n'y ait plus aucun moyen de faire éclater l'innocence ; il faut que les délais d'appel, d'opposition, que toutes les voies de recours soient épuisées.

Il est indispensable de bien se pénétrer de cette idée que le recours en revision est un *ultimum subsidium* qui ne peut intervenir que lorsque la sentence est définitive, car c'est là le caractère essentiel de la revision, caractère qu'il ne faudra perdre de vue à aucun moment.

Il faut en un mot qu'il y ait chose jugée. Or, il s'attache à la chose jugée une certitude de vérité nécessaire à la bonne administration de la justice et, dès lors, il est facile de comprendre qu'au principe de la réparation des erreurs judiciaires, s'oppose le principe de l'autorité de la chose jugée ; il faut donc les concilier et ne pas sacrifier l'un à l'autre.

Ce principe de l'autorité de la chose jugée remonte à une origine très ancienne ; on a toujours considéré la chose irrévocablement jugée comme l'expression d'une vérité sociale : *res judicata pro veritate accipitur* dit la loi 207 D. de reg. jur ; c'est qu'il importe, en effet, que ce qui a été jugé dans les formes voulues soit considéré comme l'expression même de la vérité. Le maintien de l'ordre public l'exige et il faut que ce principe soit un obstacle infranchissable à ceux qui

voudraient continuellement renouveler les mêmes prétentions, ce qui serait une cause de troubles considérables pour les intérêts privés.

Mais ce principe de l'autorité de la chose jugée a-t-il la même portée en droit civil et en droit criminel ? Est-il aussi absolu dans l'un que dans l'autre ? C'est là un point essentiel qu'il importe d'élucider avant tout.

En matière civile, l'autorité de la chose jugée est absolue. Sans remonter aux origines du Droit romain, où ce principe pourtant se manifestait par la « consommation de l'action, » il est facile de retrouver, dans l'*exceptio rei judicatæ*, les éléments de ce que nous appelons aujourd'hui, l'autorité de la chose jugée, qui passèrent dans notre ancien droit et que Pothier consacra d'une façon formelle ; dès lors, l'autorité de la chose jugée a toujours été considérée comme essentielle, en matière civile, à la bonne administration de la justice. Actuellement, l'article 1350 du Code civil fait de la chose jugée une présomption légale qui ne souffre pas d'exception.

En droit criminel, rencontrons-nous une disposition législative que l'on puisse mettre en regard de l'article 1350 du Code civil ? Le seul article du Code d'instruction criminelle qui semble y faire allusion est le suivant : « Article 360. Toute personne acquittée » légalement ne pourra plus être reprise, ni accusée à » raison du même fait. » Citons encore pour mémoire l'article 246 du même code qui émet une idée identique.

Est-ce là un texte général qui permette de déduire que l'autorité de la chose jugée s'attache à une sentence pénale avec autant de force qu'en matière civile ?

Nous ne le croyons pas, et nous pensons au contraire que c'est dans un but de faveur spéciale pour l'accusé que ce texte a été édicté.

Si le principe général existait d'une manière absolue

en droit pénal, le législateur n'aurait certainement pas omis d'en faire mention ; or, de son silence, on ne peut faire découler une conséquence défavorable aux accusés, ce serait aller à l'encontre de toutes les règles d'interprétation des lois pénales. La présence des articles 360 et 246 dans le Code d'instruction criminelle est au contraire une preuve manifeste de l'intention des législateurs de faire une distinction entre le droit pénal et le droit civil. Si l'autorité de la chose jugée en matière pénale avait eu la même force qu'en droit civil, la loi n'aurait pas établi une disposition spéciale comme celle de l'article 360.

L'application du cas prévu par cet article eut été une conséquence logique et indiscutable du principe général, et il aurait été complètement inutile de le mentionner d'une façon particulière.

En faisant donc figurer dans le Code d'instruction criminelle cet article 360, le législateur a indiqué d'une façon suffisamment précise sa volonté.

Il a posé la règle qu'en cas d'acquiescement l'autorité de la chose jugée était absolue, mais nulle part il n'a posé la règle suivante, à savoir : qu'en cas de condamnation la présomption légale de l'autorité de la chose jugée s'y attachait d'une façon définitive.

Est-ce à dire que le principe est inapplicable en droit pénal ? Evidemment non, mais ce que nous croyons, c'est que la présomption irréfragable qui s'attache aux sentences civiles n'a pas la même force en matière criminelle. M. Le Poittevin, d'ailleurs, dans un remarquable rapport fait à la Société générale des Prisons, constate cette différence (1) : « La chose jugée » en matière criminelle n'a ni la même force, ni le » même caractère que la chose jugée en matière civile.

(1) Revue Pénitentiaire 1895, page 959.

» La similitude des mots cache une différence de  
» principes. En matière civile, il faut une fixité qui  
» repose sans nul doute sur la science et l'impartialité  
» du juge, mais qui correspond en même temps à une  
» nécessité des relations sociales. Dans toute contestation  
» sur une parcelle de terrain, sur une dette, sur un  
» droit quelconque, le procès une fois fini doit être clos  
» pour toujours, des conventions ou des mutations de  
» propriété s'effectuent, des intérêts se consolident sur  
» les bases établies par la sentence ; ce serait tout  
» bouleverser dans l'organisation des familles et des  
» biens et renverser les situations les mieux acquises,  
» s'il était permis de revenir sur ce qui fut jadis décidé.

« En matière pénale, il faut aussi que la chose  
» jugée triomphe à un moment donné de toutes les  
» discussions, en ce sens que l'exécution soit désormais  
» assurée et que le verdict soit tenu pour certain en  
» l'état des pièces du procès. Mais il n'est plus de  
» situation acquise contre un condamné qui ne doive  
» céder devant les révélations contraires ; la même  
» fixité qui contribue au bien commun dans les affaires  
» civiles est ici une cause de malaise public, quand  
» l'autorité morale d'une condamnation qui paraissait  
» juste au jour de l'arrêt se trouve ensuite compromise. »

M. Garraud (1) constate également qu'en matière pénale ce même besoin de fixité n'existe pas. « La  
» présomption de vérité résultant de la chose jugée, qui  
» est absolue en matière civile, doit avoir des limites  
» en matière pénale. On comprend, en effet, que la  
» chose jugée fournisse à l'inculpé une exception  
» péremptoire contre toute nouvelle poursuite, si donc  
» l'inculpé a été acquitté, on comprend qu'il ne puisse  
» plus être repris, ni accusé à raison du même fait,

1) Précis de Droit criminel, 6<sup>me</sup> édition, page 835, n° 624.

» quand même des preuves, nouvellement découvertes,  
» constateraient sa culpabilité avec évidence ; la règle  
» *non bis in idem* est une garantie sociale nécessaire....  
» Mais s'il est rationnel que la chose jugée en matière  
» répressive protège les citoyens qui ont subi l'épreuve  
» d'un jugement, il n'est pas juste qu'elle leur nuise.

« La peine n'est légitime, en effet, que si elle est  
» méritée, et l'innocent, injustement condamné, prêt à  
» démontrer qu'il n'est pas coupable devrait, en droit  
» rationnel, être indéfiniment admis à réclamer l'infir-  
» mation du jugement ou de l'arrêt. »

En dehors des considérations rationnelles que nous venons d'exposer, il en existe bien d'autres qui militent en faveur de notre théorie. Jetons tout d'abord un coup d'œil rapide sur l'historique de l'autorité de la chose jugée au criminel.

A l'origine des institutions romaines, il est évident que le principe de l'autorité de la chose jugée n'existait pas ; aucune procédure régulière n'était suivie, et aucune juridiction criminelle n'était réellement en vigueur.

La première fois que l'on voit apparaître ce principe, c'est dans la loi *Julia publicorum* (1).

Certains auteurs pensent pourtant que cette règle existait bien avant (2) ; quoiqu'il en soit, ce principe une fois posé subit des atteintes nombreuses soit par l'*intercessio* des tribuns, soit par la *provocatio ad populum*, soit enfin, sous l'empire, par le droit de révision des sentences criminelles que s'arrogeait l'empereur.

Dans notre ancien droit, nous voyons absolument les mêmes atteintes au principe de l'autorité de la chose

(1) Laboulay. Essai sur les lois criminelles.

(2) Griollet. De l'autorité de la chose jugée en matière civile et criminelle, page 186, ou Revue pratique, années 1867 et 1868.

jugée en matière criminelle, soit au moyen « des lettres de proposition d'erreur, » soit par les lettres de revision que les rois octroyaient sans formalité.

En résumé, si de tout temps le principe d'autorité de la chose jugée a existé, il est évident qu'il a été singulièrement pallié par la possibilité de revision des sentences criminelles; M. Berlet même, après avoir constaté que l'existence de cette possibilité de revenir sur une condamnation injuste remonte à une origine des plus reculées, la considère comme le juste correctif du principe de l'autorité de la chose jugée (1). Et, en étudiant avec soin cette histoire de l'autorité de la chose jugée au criminel, on constate que la revision était plus facile là où les garanties d'une bonne justice existaient moins. « Là où manquent les garanties dans l'ordon- » nance des juridictions et de la procédure pénale ou dans » les mœurs, écrit M. Ortolan (2), la présomption qui sert » de base à l'autorité de la chose jugée s'éloignant de la » vérité, cette autorité y est mal assise, vacillante, les » erreurs de fait y sont toujours à craindre, la revision y » est plus fréquemment nécessaire et d'un abord plus » largement ouvert. »

Ces idées que nous venons d'émettre ont été la base, d'ailleurs, de la discussion au sujet de la loi de 1895 et nous voyons dans tous les travaux préparatoires avec quel soin on cherche à justifier la revision par des considérations juridiques, historiques et morales.

Prenons le premier rapport, celui de M. Pourquery de Boisserin à la Chambre des Députés (3). Il s'exprime ainsi : « Le principe de l'autorité de la chose jugée,

(1) Berlet. De la réparation des erreurs judiciaires, 64-275.

(2) Ortolan. Droit pénal, tome 2, page 669.

(3) Rapport de M. Pourquery de Boisserin, J. Off. 10 octobre 1890. Annexe n° 718, p. 1281.

» indispensable à l'ordre public, contient dans sa formule  
» l'aveu de la faillibilité humaine : *res judicata pro ve-*  
» *ritate habetur*.

» Ce qui est jugé est tenu et accepté comme vérité.  
» C'est une convention nécessaire.

» Si l'intérêt général, celui des accusés, si la stabilité  
» sociale, le prestige des juges, commandent cette sanc-  
» tion à toute décision définitive, la vérité, la justice  
» ordonnent de la faire fléchir en face de l'innocence  
» démontrée, de l'erreur certaine.

» Le respect qui entoure la magistrature est même  
» augmenté par le courageux aveu de son involontaire  
» erreur et l'éclatante réparation accordée à celui qui a  
» souffert. »

M. Jacquin, Conseiller d'Etat, dans le rapport qu'il fit sur le projet de loi sur la revision, est peut-être encore plus affirmatif, et il emprunte au célèbre criminaliste Faustin Hélie des arguments d'une valeur considérable.

« L'autorité de la chose jugée est-elle un de ces  
» principes dont l'application doit être maintenue d'une  
» façon si rigoureuse qu'elle puisse prévaloir contre  
» l'erreur certaine ? Ne peut-on, ne doit-on pas la faire  
» fléchir devant l'innocence manifeste ?

» Quel est, écrivait Faustin Hélie dans son remar-  
» quable rapport sur la demande en revision introduite  
» en 1868 par Virginie Lesurques, quel est le fondement  
» de la chose jugée ? Elle n'en a pas d'autre que l'utilité  
» générale. Or, l'utilité générale n'exige pas que, dans  
» le cas où l'erreur d'un jugement serait reconnue, ce  
» jugement soit nécessairement maintenu. Il y a quelque  
» chose de supérieur à ce principe, si puissant qu'il soit,  
» c'est la justice elle-même, et les juges s'élèvent dans  
» l'estime des peuples quand ils savent reconnaître les  
» méprises qui peuvent se glisser dans leurs actes.

« Dans le droit Romain, continue M. Jacquin (1),  
» dans notre ancien droit et dans la législation actuelle,  
» la revision a été admise concurremment avec le prin-  
» cipe de la *res judicata*.

« On n'a jamais pensé qu'elle portât atteinte à  
» l'autorité de la chose jugée; c'est la condamnation  
» erronée qui met véritablement celle-ci en échec.  
» De ce jour-là, le principe a reçu la plus grave des  
» atteintes. On aura beau proclamer son autorité, la  
» présomption ne saurait prévaloir contre la certitude  
» contraire; vouloir nier celle-ci sous prétexte de  
» l'intérêt du principe, ce serait le compromettre.

« La revision apparait ainsi non seulement comme  
» d'écarter par une raison d'humanité et de justice à l'égard  
» du condamné innocent, mais aussi et surtout peut-  
» être comme le correctif nécessaire pour restituer au  
» principe de la chose jugée, toute l'autorité qui lui  
» est indispensable et qui risquerait de s'affaiblir si  
» l'on avait la prétention de le maintenir contre toute  
» évidence. »

Nous avons donc, croyons-nous, largement justifié  
au point de vue juridique la revision des procès crimi-  
nels et correctionnels.

Dans un chapitre spécial, nous étudierons l'histoire  
de la revision, puis nous aborderons l'étude analytique  
de la loi en nous attachant exclusivement à la revision  
proprement dite et en laissant de côté tout ce qui a  
trait à l'indemnité octroyée aux victimes des erreurs  
judiciaires. Nous considérons, en effet, que la ques-  
tion d'indemnité est tout à fait indépendante de la  
revision; elle soulève des problèmes sociaux d'une  
très grande importance, comme le point de savoir si  
l'État peut encourir une responsabilité quelconque

(1) Rapport de M. Jacquin annexé au projet de loi sur la revision.  
*Journal officiel* du 17 décembre 1892, annexe n° 169, page 391. Serrat)

dans l'exercice des droits et des devoirs que lui impose la défense sociale, et il nous a paru que la question de revision, à l'exclusion de l'indemnité, pouvait donner lieu à elle seule, surtout en présence de la jurisprudence de la Cour de cassation, à une étude suffisamment étendue.





## CHAPITRE II.



### HISTORIQUE

Les explications fournies dans le chapitre précédent, au sujet de la chose jugée, nous faciliteront singulièrement notre tâche, car il existe une corrélation forcée entre l'histoire de la chose jugée et celle de la revision. Nous passerons successivement en revue les grandes périodes de l'histoire juridique en commençant par le droit Romain dans toute son étendue ; nous essaierons ensuite de dépeindre l'histoire de la revision dans l'ancien droit et le droit intermédiaire, et enfin nous analyserons les mesures législatives de notre siècle se rattachant à cette question capitale.

#### § 1. — Droit Romain

De revision, à proprement parler, il n'en existait point dans le droit romain ; on arrivait au même but par plusieurs moyens qui permettaient d'atténuer l'effet moral d'une condamnation injuste.

A l'origine de l'ère romaine, il est plus que probable qu'il n'existait pas plus de moyens de reviser une sentence, que la *res judicata* n'était observée ; c'était comme dans toute société primitive l'idée de vengeance qui prédominait et l'on n'a des renseignements certains sur le point qui nous intéresse qu'à partir de la République.

A cette époque, deux moyens s'offraient aux intéressés pour la revision d'une sentence, c'étaient : *La provocatio ad populum* et *l'intercessio* ; plus tard, sous l'Empire, il y eut l'appel.

*La provocatio ad populum* était, comme son nom l'indique, un appel au peuple dans le but de faire réformer le verdict ; cet avantage n'appartenait qu'aux seuls citoyens romains, car cette voie de recours s'exerça d'abord devant les tribus, puis ensuite devant les comices par centuries (1).

*L'intercessio* qui exista concurremment avec la *provocatio ad populum*, était un recours à une autorité au moins égale à celle qui avait prononcé la sentence et le magistrat auquel on s'adressait pouvait s'opposer, s'il croyait la réclamation fondée, à l'exécution de la sentence par le « *reto* ».

Avec l'Empire, la *provocatio* disparut peu à peu ; il ne pouvait exister en effet deux pouvoirs simultanément, et c'est alors l'Empereur qui s'arrogea les droits du peuple. C'est à cette époque qu'apparut l'appel et c'était l'Empereur seul qui cassait ou non, souvent selon son bon plaisir, les sentences qu'on lui soumettait.

(1) Cicéron usa de cette voie de recours. Griolet. Op. cités.

## § 2. — Ancien Droit

Nous ne remonterons pas au tout ancien droit français ; nous n'avons d'ailleurs sur cette période quasi barbare que bien peu de documents ; tout ce que nous savons, c'est que la force primait le droit et que la plupart des procès criminels se jugeaient au moyen du duel judiciaire.

Une partie de la période de la féodalité fut dominée par cette sorte de procédure criminelle ; ce n'est qu'à la fin de cette époque, au moment où la royauté étendit son pouvoir, que tendent à disparaître ces duels judiciaires qui étaient en quelque sorte à cette époque la justice suprême. C'est alors qu'apparut le *faussement du jugement*, voie de recours contre les sentences, et prise à partie contre le juge, qui perdit bientôt son caractère barbare pour revêtir les formes d'une nouvelle procédure ; puis ce fut l'amendement du jugement où l'intéressé demandait au juge, bailli ou prévôt, de soumettre l'affaire à un nouvel examen.

Dans toute cette période jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle environ, le recours en revision se confond avec les autres voies de recours ; il est impossible de discerner le domaine civil et le domaine pénal ; tout, en somme, dépend de l'autorité du roi (1).

L'appel enfin, ou *supplicatio* (2), fut également réta-

(1) Albert Desjardins. Revision des Procès criminels. Revue des Deux-Mondes 1899, III, p. 753.

(2) Tournier, Essai sur l'histoire du droit d'appel, p. 205.

bli : ce fut le fruit de l'application du droit romain ; une certaine hiérarchie judiciaire se constitua, les prévôts, les baillis, la cour du roi, qui plus tard en se scindant devint le Parlement, formaient l'organisation judiciaire de cette époque.

Mais au-dessus de tous ces degrés de juridiction, reste toujours le roi ; c'est lui qui délègue aux magistrats le pouvoir de juger, il a donc le droit de réformer leurs sentences. C'était donc toujours un recours suprême qui, primitivement, ne fut qu'exceptionnel mais qui, peu à peu, dans le courant du XIV<sup>e</sup> siècle devint un abus scandaleux ; *les lettres de grâce, de dire contre arrêt*, s'obtenaient en effet sans aucune formalité pour ainsi dire.

Aussi, à plusieurs reprises, essaya-t-on d'enrayer ces abus. On établit des délais de rigueur qui, une fois écoulés, rendaient non recevable toute réclamation.

Cette voie de recours des propositions d'erreur devenant dès lors plus difficile à obtenir, la pratique en créa une nouvelle : c'est la requête civile portée devant la même juridiction qui a statué la première fois.

Ce ne fut que dans le courant du XVII<sup>e</sup> siècle qu'une ordonnance régla d'une façon définitive le recours en revision et le restreignit aux seules affaires criminelles.

L'ordonnance de 1670 est le texte capital dans cette matière. « L'ordonnance de 1670, dit M. Béranger (1), » régularisa l'ancienne législation par l'institution des » lettres de revision de procès. Ces lettres, obtenues sur » requêtes adressées au roi en son conseil, étaient ren- » voyées à la cour qui avait prononcé la condamnation.

(1) Rapport de M. Béranger. (*Journal officiel Sénat*, 18 novembre 1893, annexe 156, page 365).

» La revision n'était soumise à aucune condition de  
» délai, ni de causes déterminées. L'ordonnance pré-  
» voyait, en effet, non seulement le cas où il y a  
» erreur dans la personne et celui où l'accusé est  
» condamné pour un autre, mais en général *tous les*  
» *autres cas comme moyens de faits par lesquels le*  
» *condamné peut être justifié.* »

La demande pouvait être formée après la mort du condamné par sa veuve, ses enfants et tous autres parents.

Comme on le voit, c'est la revision des procès admise dans les limites les plus larges. A toute époque, sans aucune condition spéciale, on pouvait présenter au roi une requête indiquant les motifs de l'erreur possible ; cette requête était transmise au Conseil du roi qui, selon la vraisemblance ou l'invraisemblance des faits allégués, renvoyait ou non l'affaire devant la Cour qui avait jugé déjà une première fois ; c'était la revision illimitée, comme l'a fort bien dit M. Pourquery de Boisserin dans son rapport devant la Chambre des Députés (1). Ce fut cette ordonnance qui réglementa la revision jusqu'à la Révolution, jusqu'à ce qu'on est convenu d'appeler le droit intermédiaire.

### § 3. — Droit intermédiaire

L'Assemblée constituante supprime la revision le trois novembre 1789. « On éprouve quelque surprise,  
» déclare M. Béranger dans son rapport au Sénat, que  
» la grande œuvre judiciaire de l'Assemblée Constituante  
» rompit avec une tradition si conforme aux principes  
» de justice et d'humanité qui l'inspiraient. » Certes, l'on peut s'étonner de cette suppression ; surtout si l'on

(2) Déjà cité.

songe aux bienfaits que rendit la revision pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle ; c'est en effet pendant cette période que Voltaire entreprit sa grande campagne pour les innocents condamnés tels que Calas, Sirven et bien d'autres ; que des magistrats même, tel que le président Dupaty, suivirent l'impulsion donnée par le grand philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'on ne peut nier que grâce à cette institution un grand nombre d'erreurs furent réparées.

Et pourtant, l'œuvre de l'Assemblée Constituante peut s'expliquer. L'on attribuait toutes ces erreurs si nombreuses au régime lui-même, aux abus de l'ancienne procédure et l'on crut qu'en apportant à cette procédure les modifications réclamées par les cahiers des Etats généraux, on bannirait à jamais les erreurs judiciaires. Ce furent surtout l'établissement de la publicité des débats, et la substitution du juré au magistrat qui parurent les garanties les plus sérieuses pour la sécurité des citoyens.

En outre, il semble résulter de la discussion qui eut lieu à cette époque sur ce sujet (1), que dans l'esprit des législateurs il y avait incompatibilité absolue entre l'oralité des débats et la revision. Sous l'ancien régime en effet, la revision était possible, croyaient-ils, parce que, avec le système des preuves légales on pouvait toujours rechercher sur quoi le juge avait basé son opinion, mais par suite du principe d'oralité que l'on substituait à l'ancien, on ne pouvait plus faire cette recherche, et au lieu d'établir des moyens de revision, il fallait assurer à la sentence une certitude absolue en l'entourant de toutes les garanties telles que la publicité et le jury (2). C'est donc, tout d'abord, à un

(1) L'abbé Maury, M. Tronchet intervinrent dans ce débat pour demander qu'il restât trace des dépositions des témoins en vue d'une erreur possible.

(2) On exigeait pour la condamnation 10 voix sur 12 et les magistrats pouvaient même provoquer une seconde délibération.

sentiment de confiance exagérée dans ces innovations qu'est due la disparition de la revision des sentences criminelles.

Il existe encore une autre justification de l'œuvre de la Constituante ; la revision, comme la grâce qui fut également supprimée, était une conséquence de l'autorité absolue du roi et faisait partie de la justice retenue. La première formalité pour arriver à la revision était l'obtention d'une lettre de revision ; or, l'on se souvenait des abus auxquels avait donné lieu la délivrance de ces lettres, et l'on voulut supprimer de la législation ces vestiges de l'ancien régime. L'Assemblée Constituante se conforma d'ailleurs sur ce point aux prescriptions de certains cahiers qui avaient demandé formellement l'abolition de cette justice retenue.

L'Assemblée Constituante supprima donc la revision ; toutefois, par le décret du 19 août 1792, elle décida « que le tribunal de cassation doit connaître des demandes en revision formées au ci-devant conseil jusqu'au » moment de sa suppression et de celles qui, dans le » délai de trois mois à compter de la publication du » présent décret, pourraient être formées par-devant » lui, pour jugements criminels et en dernier ressort » rendus avant la publication du décret du 8 octobre » 1789. »

Ce décret de 1792 n'était donc qu'une mesure provisoire qui n'entachait en rien la décision de la Constituante (1).

Les faits vinrent bientôt donner un cruel démenti aux législateurs de 1789 ; une erreur judiciaire se manifesta en 1793 : deux individus furent condamnés pour le même fait, la contradiction entre les deux jugements était flagrante, il en ressortait une erreur certaine,

(1) Cassat. 7 therm. an VIII. D. rep. v. Cassation n° 1530 note.

aussi la Convention fut obligée, par un décret du 15 mai 1793, d'admettre la revision dans l'hypothèse suivante : « Si un individu a été condamné, porte ce » décret, pour un délit et qu'un autre accusé ait aussi » été condamné comme auteur du même délit, en » sorte que les deux condamnations ne puissent se » concilier et fassent la preuve de l'innocence de l'une » ou de l'autre partie, l'exécution des deux jugements » sera suspendue quand même on aurait attaqué l'un » ou l'autre sans succès au tribunal de cassation (1). »

L'affaire, après un examen de forme par le tribunal de cassation, devait être renvoyée, s'il y avait erreur possible, devant le tribunal le plus voisin.

La Convention fut donc obligée de revenir sur l'œuvre de la Constituante ; le principe de la revision entraît de nouveau dans la loi, mais singulièrement limité, il faut le reconnaître.

Le Code de l'An IV ne mentionna pas ce recours extraordinaire ; il semblerait qu'on devrait en induire forcément son abrogation et pourtant il est acquis qu'il resta en vigueur. En effet, la Cour de Cassation continua à appliquer le décret de 1793 (2) comme par le passé, jusqu'à l'apparition du Code de 1808.

## § IV. — XIX<sup>me</sup> Siècle

### SECTION I.

#### Code d'Instruction criminelle de 1808

Les législateurs du Code d'Instruction criminelle durent en quelque sorte innover dans cette matière de la revision ; les éléments historiques étaient entiè-

(1) Rapport de M. Bérenger au Sénat.

(2) Cassat. 9 vend, an IX Dalloz rép. v. Cassat., n° 1550 aff. Fischer, 3<sup>e</sup> espèce.

rement opposés. L'ancien régime admettait la révision illimitée pour les raisons que nous avons développées précédemment ; au contraire, le droit intermédiaire avait limité à l'excès ce recours contre les sentences criminelles. M. Béranger, dans son rapport, a fait ressortir ces préoccupations des auteurs du Code de 1808. « Il ne fallait point, comme l'Assemblée Constituante, se » refuser à reconnaître la possibilité de l'erreur, mais » d'un autre côté il fallait s'abstenir d'accorder trop » de facilités (1). »

Aussi les rédacteurs du Code s'ingénierent à trouver un juste milieu, ils se montrèrent beaucoup plus larges que l'Assemblée constituante et que le décret de 1793, mais néanmoins ils établirent des limites infranchissables en dehors desquelles les sentences criminelles devraient conserver toute leur autorité.

Le Code de 1808 consacra donc le cas du décret de 1793, c'est-à-dire, l'inconciliabilité de deux jugements de condamnation, puis deux nouveaux cas furent ajoutés :

La survivance d'une personne dont la mort supposée avait donné lieu à la condamnation ;

Et enfin, la condamnation pour faux témoignage d'un ou plusieurs témoins à charge entendus dans le procès.

De plus, la revision n'était possible que pendant la vie du condamné ; dans le second cas seulement, c'est-à-dire dans l'hypothèse de la survivance de la personne prétendue homicidée, on admettait la possibilité de la revision même après la mort du condamné, car il n'existait plus alors de crime et par conséquent pas d'intérêt opposé. Les raisons pour lesquelles les rédac-

(1) Voir sur ce point le rapport de M. Berlier, conseiller d'Etat, sur l'exposé des motifs, Dalloz, rép. v. Cassation, n° 28 note.

teurs du Code ont admis cette règle sont longuement exposées dans le rapport de Berlier (1).

« Quand la condamnation résulte d'une erreur  
» matérielle et évidente, comme dans le cas où elle a  
» eu pour base la mort supposée d'une personne qui se  
» présente, il est aisé de rendre à la mémoire du con-  
» damné la justice qu'elle réclame : mais en est-il de  
» même dans les autres cas qui exigent une instruction  
» et des débats ?

» Dans le concours de deux condamnations inconci-  
» liables, et quand les deux condamnés sont vivants,  
» rien de plus simple que de considérer les condamna-  
» tions respectives comme non avenues, et d'établir  
» une instruction commune dans laquelle les deux  
» accusés, en présence l'un de l'autre, viennent subir  
» le nouvel examen de la justice ; mais si l'un des deux  
» est mort (et dans cette hypothèse, ce sera toujours  
» celui qui aura subi la 1<sup>re</sup> condamnation), que ferait-on  
» effectivement en annulant les deux arrêts, sinon de  
» rengager un combat qui ne saurait plus être égal, et  
» d'arrêter l'exécution de la dernière condamnation  
» portée le plus ordinairement en pleine connaissance  
» du premier arrêt et avec d'autant plus de circonspec-  
» tion que la peine déjà antérieurement infligée à un  
» autre prévenu, pour le même fait, était pour la justice,  
» à cette seconde époque, un préjugé ou tout au moins  
» un avertissement dont tout l'avantage restait à l'in-  
» dividu ensuite accusé du même crime ?

« Annuler de plein droit le second arrêt, quand le  
» premier condamné ne vit plus, ce serait, sans profit  
» pour l'homme qui était peut-être innocent, accorder  
» une faveur extraordinaire à celui que le dernier état  
» des choses proclame comme le vrai coupable. Ainsi,

(1) Déjà cité.

» l'on irait directement contre le but que la justice doit  
» se proposer, et il a fallu, dans ce cas, renoncer à une  
» revision qui, dépouillée de son motif et de ses moyens,  
» offrait plus d'inconvénients que d'avantages. Il n'était  
» pas plus possible, mais par d'autres considérations,  
» d'admettre, hors la présence du condamné, la revision  
» d'une condamnation portée sur un faux témoignage ;  
» car, comme il a déjà été observé, si ce faux témoignage  
» rend la condamnation suspecte, il ne lui imprime pas  
» nécessairement le cachet de l'erreur, et s'il suffit pour  
» autoriser une nouvelle instruction et de nouveaux  
» débats, il ne saurait suffire pour proclamer, sans autre  
» formalité, l'injustice de la condamnation. »

Enfin, une autre restriction apportée à l'exercice de la revision, telle que l'avait instituée le Code de 1808, existait encore.

La revision n'était possible qu'en matière criminelle et jamais en matière correctionnelle. On avait considéré les sentences correctionnelles comme n'ayant pas un degré suffisant d'infamie pour permettre de rouvrir les débats.

Ces demandes en revision étaient portées devant la Cour de Cassation, Chambre Criminelle, par le Ministre de la Justice soit d'office, soit sur la demande des intéressés (1) qui, après un examen de l'affaire, renvoyait, s'il y avait lieu, les condamnés non plus devant le tribunal le plus voisin, mais devant une cour quelconque. Berlier, dans son rapport, s'explique sur ce point, on avait ressenti dans certains cas les inconvénients de ce choix absolu.

Les restrictions apportées aux cas déjà si limités amenèrent bien vite des récriminations. La fameuse affaire Lesurques, qui passionna à un tel point l'opinion

(1) Ancien article 443 du Code d'instruction criminelle.

publique, servit d'arme contre la revision telle que l'avait établie le Code de 1808. En effet, tout innocent qui avait été exécuté, comme Lesurques, laissait pour toujours un nom déshonoré, puisque les articles 443 et suivants ne permettaient point la revision après la mort du condamné.

Dès 1822, le comte de Valence, pair de France, présenta une motion tendant à faire modifier la législation d'alors.

En 1836, le député de Laborde reprit cette proposition qui fut encore renouvelée en 1851 par MM. Jarreau et de Riancey. Enfin en 1864, le gouvernement, obéissant aux désirs de tous, promit de modifier dans un sens libéral les articles de loi relatifs à la revision (1). Ce fut la loi du 29 juin 1867.

## SECTION II.

### Loi du 29 Juin 1867

La loi du 29 juin 1867, modifia la législature en vigueur sur les points les plus contestés.

Elle autorisa la revision *post mortem* ; c'était par là surtout que le Code de 1808 avait été attaqué.

Sous l'ancien régime, la revision *post mortem*, ainsi que nous l'avons vu, était possible et un des derniers exemples frappants fut l'affaire Lally Tollendal. De plus, dans ce cas, c'est la Cour de Cassation qui, au lieu de renvoyer devant un autre tribunal, prononce elle-même la revision ; en effet, du moment qu'il ne pouvait plus y avoir de débats oraux, il était inutile de renvoyer l'affaire, quant au fond, à l'appréciation de nouveaux magistrats.

Une autre modification importante, c'est l'extension

(1) Voir rapport de M. Pinard, conseiller d'Etat, sur les motifs du projet de loi Dalloz 1867, 4<sup>e</sup> p., page 62.

de la revision aux matières correctionnelles ; mais ici pourtant on apporte une restriction : la revision ne sera possible que lorsqu'il y aura emprisonnement. Le projet du gouvernement même, ne voulait accorder le droit de revision que lorsque la peine dépassait une année d'emprisonnement.

La commission du Corps Législatif, par la voix de son rapporteur M. Nogent Saint-Laurens (1), demanda la suppression de cette restriction. « L'atteinte à l'honneur, » dit-il, n'a pas pour mesure exacte la durée de la » peine » et la loi du 29 juin consacra l'opinion de la commission.

Le projet du gouvernement voulait apporter encore ici une autre limite ; il ne voulait accorder la revision qu'*ante mortem* ; mais ici encore la commission du Corps Législatif emporta gain de cause.

La loi de 1867 fixe, en outre, un point sur lequel les anciens articles 443 et suivants n'avaient apporté aucune décision.

On autorise la revision, quelle que soit la juridiction qui ait statué ; on fait donc bénéficier de cette mesure toutes les juridictions d'exception. Le Code de 1808 était muet sur ce point et la Cour de Cassation, outrepassant peut-être ses droits, avait cru devoir, dans certains cas, l'étendre aux délits militaires (2).

Une autre modification porta sur l'introduction d'instance. Jadis le Ministre était seul juge de transmettre ou non la requête à la Cour de Cassation, tandis qu'avec la loi de 1867, le Ministre, qui conserve bien entendu son droit de saisir d'office la Cour, est obligé d'agir quand c'est sur la réclamation des parties que la requête est introduite (3).

(1) Dalloz 1867, 4<sup>e</sup> p. p. 65.

(2) Cass. 10 mai 1850. D. p. 50, 1, 139, 25 avril 51. D. 51 1, 275.

(3) Rapport sur exposé des motifs D. 67 4<sup>e</sup> p. p. 62, n<sup>o</sup> 10.

Enfin la nouvelle loi restreignit sur un point la législation en vigueur. En effet, le Code de 1808 n'avait fixé aucun délai, aucune prescription pour l'obtention de la revision, tandis que la loi de 1867, dans les cas de condamnations inconciliables ou de la condamnation d'un faux témoin, fixe à deux ans, à partir de ces faits, le délai pendant lequel on pourra s'inscrire en revision (1).

Telles furent les innovations de cette loi ; comme on le voit, elle ne fit qu'étendre le champ d'application des cas existants, elle ne créa aucun cas nouveau ; et il est bien évident que dans beaucoup d'hypothèses la loi de 1867 était inapplicable. M. Martel proposa pourtant, dès cette époque, un amendement qui aurait créé un nouveau cas où, quand il y avait erreur de fait, on pourrait obtenir la revision ; il avait proposé d'ajouter à l'art. 443 le § suivant (2).

« Dans tout autre cas, lorsqu'une condamnation  
» criminelle ou correctionnelle sera attaquée pour cause  
» d'erreur de fait, le ministre de la justice, sur le vu du  
» mémoire et des pièces justificatives, devra d'office  
» saisir la Cour de Cassation. Cette Cour, avant de faire  
» droit, pourra désigner un de ses membres pour  
» procéder, soit par lui-même, soit par commission  
» rogatoire, à tous actes de vérification ou d'informa-  
» tion jugés nécessaires.

» Ladite cour, le ministère public entendu, décidera,  
» d'après les justifications produites, s'il y a lieu d'ad-  
» mettre la requête en revision du procès pour cause  
» d'erreur sur la personne du coupable. »

Si l'on avait accepté cet amendement, la revision aurait été singulièrement élargie, mais il fut repoussé,

(1) Art. 444 § 4.

(2) Rapport de M. Saint-Laurens déjà cité.

car la commission ne voulait admettre la revision que là où il y a certitude de l'erreur de condamnation.

« En dehors des cas précis, fermes, solides déterminés » qui établissent la certitude absolue, il serait dangereux d'établir une revision sur l'erreur de fait.

» L'erreur de fait est une phrase vague, indéterminée » qui pourra se placer sur la plupart des procès, qui » suscitera les récriminations les plus nombreuses, les » plus frivoles. Sans doute, par un effort d'imagination, » et en créant des hypothèses qui ne se réaliseront » peut-être jamais, on peut produire quelques exemples » intéressants qui ne rentreront pas exactement dans » l'un des trois cas établis par la loi. Mais pour une » éventualité pareille est-il sage, est-il utile de faire » un nouvel échec à l'autorité de la chose jugée ? Votre » commission ne l'a pas pensé. »

Le Corps Législatif adopta sur ce point les vues de la commission et rejeta l'amendement de M. Martel malgré l'intervention d'Emile Ollivier dans la séance du 10 mai 1867.

Plusieurs autres questions furent encore soulevées au sujet de la discussion de cette loi : soit sur la publicité légale, soit sur la question d'indemnité, mais elles furent rejetées toutes deux, malgré l'intervention de Jules Favre et d'Emile Ollivier sur l'opposition de la Commission et du Gouvernement.

### SECTION III.

#### Loi du 8 Juin 1895

Ce que le rapporteur de la loi de 1867 considérait comme des hypothèses qui ne se réaliseraient jamais, se produisit pourtant et souleva l'émotion publique; de même que la loi de 1867 fut votée par suite de l'agitation

de l'affaire Lesurques, de même, peut-on dire, la loi du 8 juin 1895 fut le fruit des affaires Pierre Vaux et Borrás. La loi de 1867, on le sait, ne visait que trois cas spéciaux en dehors desquels la revision n'était pas possible, aussi ressentit-on bientôt le besoin d'élargir ces limites et de nombreuses propositions de loi furent déposées à ce sujet.

Dès 1886, M. Boyssel avait demandé la modification de l'article 443, puis en 1890 apparut un flot de propositions.

La première fut présentée par MM. Laguerre, Laisant, Naquet, etc. le 2 juin 1890 (1).

La seconde fut déposée par M. Reinach, le 3 juin 1890 (2).

La troisième par MM. Chiché, Castelin, etc., le 7 juin 1890 (3).

Enfin, M. de Lacretelle présenta dans la séance du 12 juin 1890 une dernière proposition (4).

Toutes ces propositions de loi furent renvoyées à une commission spéciale qui déposa son rapport, œuvre de M. Pourquery de Boisserin, dans la séance du 26 juin 1890 (5). Voici comment le rapporteur analyse toutes ces propositions. « Plusieurs de nos collègues » ont déposé quatre projets de loi renvoyés à la commission chargée d'examiner le projet de réforme générale du code d'instruction criminelle. Le premier signé de MM. Laguerre, Laisant, Naquet, etc., se scinde en deux parties :

» Il proclame le droit imprescriptible du condamné » à demander la revision, en invoquant des présomp-

(1) J. off. du 18 août 1890, annexes p. 907, n° 612.

(2) J. off. du 18 août 1890, annexes p. 909, n° 614.

(3) J. off. du 21 août 1890, annexes p. 960, n° 638.

(4) J. off. 13 Juin 1890.

(5) J. off. du 10 oct. 1890, annexes page 1281, n° 718.

» tions graves; il impartit à la Cour de Cassation le  
» soin de fixer après revision l'indemnité à accorder  
» à la victime de l'erreur judiciaire.

» En réalité, ce projet constitue une juridiction nou-  
» velle.

» En matière correctionnelle où la décision est déjà  
» soumise en fait au contrôle du juge supérieur, il peut  
» ne pas y avoir de grands inconvénients; mais, en  
» matière criminelle, ce serait une grave atteinte portée  
» à l'autorité du jury.

» Le second, déposé par M. Reinach, ne propose pas  
» d'élargir les cas de revision; il crée seulement le  
» droit pour le condamné, son conjoint, ses ascendants  
» et descendants, à une indemnité accordée par la cour  
» d'appel du ressort, détermine un minimum et prescrit  
» cette action par cinq ans à dater de la revision.

» Le troisième, de MM. Chiché, Castelin, etc., donne  
» ouverture à revision, sans frais, en tout temps, sur de  
» sérieuses présomptions avec droit à une indemnité  
» pour le condamné seul.

» Il étend le droit de demander des dommages  
» intérêts aux cas d'ordonnances de non-lieu et acquit-  
» tement avec faculté d'appel de ce chef pour l'acquitté  
» seul.

« Dans son article 6, il autorise une action en dom-  
» mages-intérêts pour dénonciation faite à la légère ou  
» méchamment et témoignages malveillants ou incon-  
» sidérés.

» La proposition de loi de M. Lacretelle se borne à  
» demander le vote d'une indemnité au profit de Borrás.

» La commission n'a pas cru devoir s'approprier la  
» proposition de loi de M. Lacretelle, tout en rendant  
» hommage aux sentiments généreux et élevés qui l'ont  
» inspirée.

« Son admission serait la revision d'une décision de

» justice prononcée par le Parlement, la violation et la  
» destruction du principe protecteur de la séparation  
» des pouvoirs.

« Il en est de même de la demande de crédit de  
» M. Laguerre ; elle est, il est vrai, subordonnée à la  
» revision du procès Borras, mais elle paraît dicter cette  
» revision au nom du Parlement et substitue la Chambre  
» aux tribunaux pour l'évaluation des dommages. »

M. Pourquery de Boisserin, au nom de la commission, déposa alors une proposition de loi qui ne devait pas faire une loi spéciale placée en dehors du Code d'instruction criminelle.

Dans ce projet, on déclare que *toutes* condamnations criminelles et correctionnelles, y compris celles à l'amende, sont susceptibles de revision.

Puis on admet, et c'est là le point capital pour ce qui nous intéresse, la revision la plus large possible. « La  
» revision limitée, c'est l'erreur judiciaire protégée par  
» l'imprévoyance du législateur ; c'est l'innocent en-  
» fermé avec son déshonneur immérité, dans un cercle  
» légal, en face du juge qui déplore son erreur, veut et  
» ne peut la réparer. » La commission crée donc un quatrième cas de revision qui rend possible toute revision, toutes les fois qu'un fait se produit ou se révèle, d'où paraît résulter la non culpabilité d'un condamné, mais on apporte une restriction à l'application de ce cas spécial qui pourrait devenir un abus ; en effet, le droit de demander la revision qui appartient au ministre et aux intéressés dans les trois premiers cas n'appartient ici qu'au ministre seul.

Ce projet enfin règle la procédure et pose le principe du droit de la victime de l'erreur à des dommages-intérêts. Nous n'insisterons pas sur ce dernier point, devant borner notre étude, comme nous l'avons dit précédemment, à la revision proprement dite.

La première délibération, après déclaration d'urgence, eut lieu le 30 décembre 1891 (1), et tout ce qui a trait à la revision et à la création du quatrième cas fut adopté sans discussion pour ainsi dire.

La proposition de loi suivit la filière législative et fut apportée sur le bureau du Sénat, mais M. le Garde des Sceaux voulut soumettre cette proposition au Conseil d'Etat qui, à son tour, élaborait un projet que s'appropriait le gouvernement. Le rapport fut présenté par M. Jacquin, conseiller d'Etat (2).

C'est alors que le Sénat étudia à son tour la proposition et le projet de loi et que M. Bérenger déposa son remarquable rapport sur le bureau du Sénat.

En ce qui touche les réformes concernant la revision, le texte voté par la Chambre, le projet présenté par le gouvernement et celui présenté par la commission du Sénat n'ont entre eux que des différences de détail que nous étudierons en même temps que la loi elle-même.

La plus grosse partie de la discussion porta, en effet, sur le principe de l'indemnité qui est en dehors de nos limites.

Le Sénat adopta en deuxième lecture le texte actuel de la loi qui fut adoptée à son tour par la Chambre sans discussion le 27 mai 1895 (3), et elle fut promulguée le 8 juin 1895.

(1) Journal officiel 31 décembre 1891, page 2919.

(2) Journal officiel 17 décembre 1892, annexes, page 389, n° 169.

(3) Journal officiel des 9, 12, 13 février 1894, 3 mars 1894 (Sénat), Journal officiel 31 juillet 1894, annexes page 1062, n° 730, et Journal officiel 28 mai 1895 (Chambre).

## SECTION IV.

### Loi du 1<sup>er</sup> Mars 1899.

Sous l'empire de la loi de 1895, comme sous les lois précédentes, les demandes en revision étaient soumises à la Cour de cassation, Chambre criminelle.

Lors d'une affaire récente qui passionna au dernier point l'opinion publique, la Chambre criminelle, usant du droit que lui conférait l'article 445 du Code d'instruction criminelle, se livra à une enquête très approfondie sur les faits qui lui étaient soumis, et c'est après la clôture de cette enquête que, suivant la loi de 1895, elle devait rendre son arrêt définitif.

Malheureusement cette affaire, au lieu de rester dans le domaine purement judiciaire, tomba en quelque sorte dans le domaine public, en ce sens que toute la presse et grand nombre de personnes la discutèrent avant la sentence définitive ; la politique s'y mêla forcément et l'on craignit que la sentence qui serait rendue par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation n'ait pas l'autorité suffisante pour s'imposer à tous. C'est pourquoi on eut l'idée de dessaisir la Chambre criminelle pour porter l'affaire, après la clôture de l'enquête, devant la Cour de Cassation, Chambres réunies.

Le projet de loi fut présenté par le Garde des Sceaux le 30 janvier 1899, et renvoyé à la commission spéciale qui se déclara hostile à cette modification par la voix de son rapporteur M. Renault-Morlière (1). Malgré l'opposition de la commission, la Chambre, dans sa séance du 10 février 1899, adopta le projet de loi.

(1) Journal officiel 11, 12 février 1899, page 177.

Le projet passa alors sur le bureau du Sénat, la commission se montra cette fois favorable au projet, mais la discussion fut assez longue. Des orateurs et des juristes éminents, tels que MM. Béranger et Waldeck-Rousseau, étaient opposés à ce projet que l'on appelait alors la loi de dessaisissement; ils considéraient en effet cette loi comme une loi de circonstance, une loi d'exception, et ils demandaient au nom des principes de rejeter ce projet.

Le Sénat ne suivit pas pourtant leurs exhortations et adopta le texte déjà voté par la Chambre le 1<sup>er</sup> mars 1899.

Certes, nous ne voulons pas entrer dans la discussion des raisons politiques qui ont amené le vote de cette loi; mais il nous est bien permis pourtant de la juger au point de vue de l'organisation judiciaire, puisque c'est une loi de procédure. En nous plaçant donc uniquement à ce point de vue, nous ne pouvons pas applaudir à la modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. C'est, en effet, une complication des plus sérieuses pour la Cour de Cassation; ce sera forcément la cause d'arrêts dans les travaux de cette cour et par suite l'expédition des affaires en souffrira. Une Chambre était spécialisée dans les affaires criminelles et il est regrettable, croyons-nous, que l'on ait donné ce surcroît aux autres chambres de la Cour de Cassation; s'il se rencontrait souvent des affaires comme celle qui a été la cause de cette loi, il est évident que la Cour de Cassation ne pourrait plus suffire à sa tâche.







## CHAPITRE III.



### LÉGISLATION ACTUELLE

Nous arrivons au point principal de notre étude.

Nous étudierons dans une première section les conditions de la revision, puis, dans des sections spéciales, la Procédure et les effets de la revision.

#### SECTION I.

**Conditions de la revision. — Art. 443.**

**§ 1. — Des jugements ou arrêts donnant lieu à revision.**

La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée. Ainsi s'exprime le premier paragraphe de l'article 443.

Deux questions se présentent immédiatement à l'esprit à la lecture de ce texte : il faut préciser ce

qu'a voulu dire le législateur au sujet de la juridiction qui a statué et de la peine qui a été prononcée.

En ce qui concerne la juridiction qui a statué.

La loi du 8 juin 1895 n'a rien changé à la loi de 1867 ; la revision peut être demandée aussi bien pour les juridictions d'exception que pour les juridictions normales telles que les Cours d'Assises ou les tribunaux de police correctionnelle. C'était là un point douteux avant la loi de 1867, ou plus exactement avant l'apparition de l'article 82 du Code militaire du 4 août 1857 et l'article 112 du Code maritime de 1858. Ces deux lois contenaient les dispositions suivantes :

« Les articles 443, 444, 445 et 446 du Code d'Instruction criminelle sont applicables aux jugements des tribunaux militaires et des tribunaux de la marine. » La loi de 1867 n'a donc fait que mettre le texte de l'article qui nous occupe en harmonie avec ceux que nous venons de citer. Déjà, d'ailleurs, on s'en souvient, la Cour de Cassation, animée d'un esprit de libéralité, avait admis, même avant l'apparition des Codes militaires et maritimes, l'application de ces principes (1).

Dans un arrêt du 7 avril 1855, la Cour disait pour un cas identique : « La pensée d'ordre public qui a fait admettre ces prescriptions dans la loi doit présider à leur application et déterminer leur extension, autant que les analogies le permettent, aux diverses juridictions (2). »

Toutes les juridictions d'exception sont donc soumises à la revision et les décisions de la Haute Cour de justice elles-mêmes n'y échappent pas.

(1) Cassation du 30 décembre 1842. Bulletin n° 345.

(2) Cass. 7 avril 1855, D. p. 55, 1 221, 10 mai 1850, D. p. 50, 1 137.

Cette première partie de la loi est donc aussi large que possible ; le législateur n'a pas voulu que, pour aucune condamnation présentant un caractère de sévérité, la possibilité de démontrer son innocence soit impossible ; c'est un retour en quelque sorte à l'ancien droit.

Si l'on considère à présent la revision par rapport à la peine qui a été prononcée, nous voyons là une innovation de la loi du 8 juin 1895.

Sous l'ancienne législation en effet, la revision en matière correctionnelle n'était possible qu'au cas  
« d'une condamnation à l'emprisonnement ou une con-  
» damnation prononçant ou emportant l'interdiction  
» soit totale soit partielle de l'exercice des droits  
» civiques, civils et de famille. »

Le législateur moderne n'a voulu faire aucune différence entre la condamnation à l'amende ou celle à l'emprisonnement ; il y a d'ailleurs des condamnations à l'amende qui sont plus infamantes que la prison, on a cité des exemples frappants dans la discussion. On a fait un parallèle entre celui qui sera condamné à un an d'emprisonnement pour coups et blessures involontaires et celui qui sera condamné à 50 fr. d'amende pour abus de confiance : or, si cette dernière condamnation est une erreur, celui qui est victime doit pouvoir la faire réparer.

C'est pourquoi, dans le texte actuel, on a ajouté le membre de phrase suivant : « Quelle que soit la peine » qui ait été prononcée. » En conséquence, la revision pourra être demandée aussi bien pour une condamnation à l'amende prononcée au sujet d'un délit prévu par le Code Pénal, que pour des délits prévus par des lois spéciales telles que la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale.

Il résulte en outre d'une déclaration de M. Pourquery

de Boisserin, faite en réponse à une demande de M. Philippon, que la revision pourra être accordée pour une condamnation de simple police prononcée par le tribunal correctionnel, par application de l'article 463 du Code Pénal sur les circonstances atténuantes (1).

C'est donc l'application de la revision d'une manière absolue en matière correctionnelle, et cela à juste raison, car, ainsi que le faisait remarquer M. Béranger dans son rapport, une condamnation à une amende aussi minime soit-elle, lorsqu'elle intervient à propos d'une inculpation de vol, escroquerie, abus de confiance, peut avoir un caractère aussi infamant qu'une peine beaucoup plus grave surtout si l'on considère la publicité que la presse donne à toutes les condamnations.

Mais la loi s'arrête là, c'est-à-dire qu'elle n'autorise pas la revision en matière de contravention. Ces condamnations en effet, n'entachent en rien l'honneur du condamné, elles ne figurent pas au casier judiciaire ; la contravention de police est « presque toujours une » légèreté, un oubli où souvent l'intérêt n'est pour rien et où l'honneur n'est pas en jeu ». Aussi, était-il complètement inutile d'accorder ce recours extraordinaire pour des peines aussi légères, c'eût été le prodiguer inutilement et on aurait marché à l'encontre de la nature de cette institution qui doit rester exceptionnelle.

La revision sera refusée, même si la contravention est portée devant le tribunal correctionnel soit en vertu d'une attribution expresse de la loi, soit dans un des cas prévus par l'article 192 du C. P. : « La revision » n'existe pas, a dit le rapporteur M. Pourquery de Boisserin, en matière de contravention, c'est-à-dire, » ainsi que l'indique l'article 1<sup>er</sup> du Code Pénal, pour

(1) Ch. des députés. Discussion J. off. 6 janvier 1892. Débats Chambre

» les cas punissables des peines de simple police, que  
» ces peines soient prononcées par le Tribunal correc-  
» tionnel ou par le Tribunal de simple police ; le degré  
» du Tribunal qui prononce ne modifie pas la qualifica-  
» tion légale du fait (1). »

Quelques auteurs ont critiqué cette restriction prétendant qu'au point de vue des principes elle ne se justifiait pas.

Nous ne pouvons nous associer à ces critiques, car la revision est un moyen exceptionnel qui, ne l'oublions pas, est toujours en opposition avec le principe de l'autorité de la chose jugée, et là où il n'y a pas un intérêt capital, la première sentence doit avoir son plein et entier effet. Nous croyons donc au contraire que le législateur a agi sagement : il a donné d'une part la plus large extension à la revision toutes les fois qu'un intérêt sérieux était en jeu et, d'un autre côté, il a su éviter un abus qui eut été contraire à la bonne administration de la justice.

La question est plus délicate lorsque la contravention est connexe ou indivisible à un délit. La Cour de Cassation a admis la possibilité de la revision dans cette hypothèse (2) ; c'est une conséquence de l'interprétation libérale qu'elle a donnée à la loi. Il nous semble pourtant qu'elle a été un peu loin : l'on est dans une matière de droit étroit ; or, la revision des contraventions étant impossible, le juge aurait dû s'incliner et, dans tous les cas, déclarer cette demande non recevable.

(1) Voir le rapport et J. off. du 6 janvier 1892. Débats Chambre.

(2) Cassation 5 mai 1899, S. 1901 1-298.

§ 2. — Des personnes au profit desquelles la revision peut être demandée

La revision peut être demandée dans tous les cas, tel est l'état de la législation actuelle. On se souvient que le Code de 1808 n'accordait qu'une revision limitée ; elle n'était plus possible, sauf le cas de survivance de la personne prétendue homicidée , après la mort du condamné. La loi de 1867 eut pour principal but de modifier cet état de choses, et voici comment s'exprimait le rapporteur de la loi sur ce point (2).

« De toutes ces propositions se dégage cette pensée  
» toujours poursuivie avec persévérance : la honte  
» survit au décès ; il faut donc autoriser la réhabili-  
» tation de la mémoire. L'idée est juste en soi, et elle  
» doit avoir la double approbation du philosophe et  
» de l'homme d'Etat. Une législation s'honore en pro-  
» clamant que, lorsque l'homme n'est plus, il reste  
» encore quelque chose de lui. Si le condamné ne  
» subit plus sa peine, sa veuve, ses enfants, ses amis,  
» ses compatriotes, vivent de son souvenir et souffrent  
» de son déshonneur accompli et immérité. S'il est  
» mort sans famille et sans amis, il laisse encore au  
» sein de cette société qui l'a repoussé, un nom et  
» une mémoire : le nom, signe d'honneur ou signe  
» de honte ; la mémoire, patrimoine invisible qui ne  
» se partage point avec la succession. Si un jour la  
» vérité éclate en faveur de ce déshérité, si l'inno-  
» cence peut être clairement démontrée, pourquoi la

(1) Loi de 1867. Dalloz, 67, 4, 63.

» plainte tardive, mais justifiée, ne serait-elle point  
» accueillie ? »

La première affaire qui vint devant la Cour de Cassation après la modification de la loi de 1867, fut la fameuse affaire Lesurques, qui avait été la cause en quelque sorte de la modification de la loi, et elle ne put être pourtant révisée, l'inconciliabilité des deux jugements n'étant pas absolue (1).

Les exemples de revision *post mortem* ne sont pas très nombreux ; le dernier qui a eu également un grand retentissement est la revision du procès Pierre Vaux après l'apparition de la loi de 1895 ; la revision ici fut admise et l'arrêt de la Cour d'Assises de Saône-et-Loire du 25 juin 1852 fut cassé (2).

Il existe d'autres cas en dehors de la revision *post mortem*, où il pourrait y avoir un doute sur la possibilité de la voie de recours qui nous occupe. Tout d'abord la revision est-elle possible au profit d'un condamné qui a achevé de subir sa peine ? Les principes que nous avons posés suffisent largement pour répondre affirmativement à cette question ; il existe d'ailleurs sur ce point une jurisprudence constante et les motifs qui ont fait décider la revision *post mortem* peuvent également se rapporter à la revision après l'expiration de la peine.  
« Attendu, porte un arrêt de 1850 (3), de la Cour de  
» Cassation, que si l'un des condamnés a subi la  
» peine d'emprisonnement prononcée contre lui, cette  
» circonstance ne peut faire obstacle à la revision à  
» laquelle ce condamné ne cesse pas d'avoir intérêt  
» puisqu'elle peut amener un acquittement et faire

(1) Cass. 17 décembre 1868, D. 69, 1-41. Voir également le rapport de M. Faustin Hélie.

(2) Cass. 16 décembre 1897, D. 98, 1-333, D. 77, 1-284, D. 50, 1-137. D. 56, 1-43.

(3) Cass. 10 mai 1850. D. 185, 1-137.

» ainsi tomber toutes les conséquences légales et morales  
» de la condamnation. »

Dans une autre affaire du 9 novembre 1855 (1), on lit dans le réquisitoire : « La circonstance que le  
» condamné a entièrement subi sa peine, ne saurait le  
» priver du bénéfice de la revision. Elle ne fait pas  
» disparaître, en effet, l'intérêt d'honneur et de moralité qu'il y a encore aujourd'hui pour lui à être, après  
» de nouveaux débats, déclaré non coupable du crime  
» pour lequel il a été condamné. » Depuis lors, des arrêts nombreux ont encore affermi cette jurisprudence conforme aux principes directeurs de la justice.

Dans l'hypothèse inverse, on peut se poser la même question, c'est-à-dire dans le cas où le condamné n'a pas subi sa peine, soit qu'il ait bénéficié de la loi de sursis, soit qu'il se soit soustrait par la fuite à l'exécution de la sentence, peut-il demander la revision ? Pour le premier cas, la question ne fait pas de doute, il y a une condamnation certaine, l'effet moral est produit ; donc, quand bien même l'exécution de cette condamnation n'aurait pas lieu par suite de l'application de la loi Bérenger, la revision doit être possible. La jurisprudence s'est d'ailleurs déjà prononcée sur ce cas par un arrêt de la Cour de Cassation du 26 février 1896 (2). Dans une affaire d'abus de confiance, le tribunal correctionnel d'Arbois condamna un sieur Vuillemenot à un mois d'emprisonnement avec le bénéfice de la loi de sursis, sur de faux témoignages. Après la constatation de ce faux témoignage, Vuillemenot demanda et obtint la revision.

Pour le second cas, au premier abord, la question semble plus délicate. Précisons bien l'hypothèse : il faut par exemple qu'un individu laissé en liberté soit

(1) Cass. 9 novembre 1855, D. 56, 1-43.

(2) Cass. 20 février 1896, D. 1900, 1-137.

condamné par le tribunal correctionnel et qu'avant l'exécution de cette sentence il prenne la fuite pour échapper à la condamnation. Eh bien, dans ce cas, la revision est-elle possible ? C'est par l'affirmative qu'il faut résoudre également cette question. La loi, en effet, n'a apporté aucune restriction à l'application de cette voie de recours ; par conséquent le juge ne peut pas refuser à l'intéressé ce moyen de prouver son innocence. Il aura pu prendre la fuite justement pour rechercher les moyens de défense dont il pourra avoir besoin pour sa justification, ou bien peut-être n'aura-t-il pas voulu sacrifier sa liberté à une condamnation imméritée.

Si la condamnation a eu lieu par défaut ou par contumace, la même solution s'impose également ; mais il faut que la prescription de la peine soit accomplie et que par suite cette condamnation soit devenue définitive, la revision étant, ainsi que nous l'avons déclaré dans notre introduction un *ultimum subsidium*. On peut objecter ici, à l'encontre de cette solution, comme on aurait pu le faire, dans le cas précédent, que le condamné est alors peu intéressant, qu'en effet, s'il n'a pas donné signe de vie pendant tout le délai de prescription, c'est qu'il avait de bonnes raisons pour rester dans l'ombre. Mais, il se peut que le malheureux ait ignoré totalement la condamnation qui pèse sur lui, et que ce qu'on a pris pour une fuite n'est uniquement que l'ignorance de la sentence. Et alors, dans ce cas, prétendrait-on refuser le recours de revision qui peut permettre à l'intéressé de mettre à néant la condamnation qu'on lui oppose.

La Cour de Cassation a eu déjà à se prononcer sur ce cas dans un arrêt du 19 mai 1893 (1), et elle a admis qu'un homme condamné par défaut, alors qu'il n'a point fait opposition au jugement et que la sentence n'a

(1) D. 95, 1-405.

pas été exécutée, avait droit à la revision. C'est, nous le répétons, la lettre pure et simple de la loi qui n'apporte ici aucune restriction à son application.

Sous l'empire de la législation du Code d'instruction criminelle de 1808, cette question était controversée. M. Legraverend n'admettait pas la revision pour les condamnations prononcées par contumace et pourtant déjà la jurisprudence de la Cour de Cassation s'était manifestée en faveur de l'affirmative par un arrêt du 22 mai 1819 (1). Les nouvelles rédactions de l'article 443 ont tranché à présent d'une manière définitive le débat dans le sens de l'extension (2).

Enfin, faut-il admettre la revision dans le cas d'une condamnation erronée par la faute même de l'intéressé, soit qu'il ait agi pour sauver ses amis, soit qu'il ait eu un intérêt quelconque à cacher la vérité au moment du procès qui doit entraîner sa condamnation ?

Il résulte des observations échangées dans la séance du 12 février 1894, entre MM. Bertrand, Demole, Trarieux et Bérenger, que même dans ce cas, la revision peut être obtenue par le condamné volontaire. Cette solution certes peut paraître étrange au premier abord et pourtant elle se justifie par cette idée que toute condamnation ne doit frapper que le coupable. Bien plus, il ressort de ces mêmes observations qu'un condamné qui a avoué peut, s'il a les preuves de son innocence, obtenir la revision. Cet individu qui a avoué, dit M. Trarieux, peut avoir agi sous une pression, sous une influence qui a aboli sa volonté : *Nemo auditur perire volens*, dit d'ailleurs un adage romain sur la valeur juridique de l'aveu. La Cour de

(1) D. V<sup>r</sup> Cassation, n<sup>o</sup> 1543. Voir également débats au Sénat du 12 février 1894. Réponse de M. Bérenger, rapporteur à un amendement de M. Bernard.

(2) Journal officiel 13 février 1894, Sénat, page 105.

Cassation a eu déjà à se prononcer sur le cas d'un condamné volontaire (1). Le conseil de guerre d'Alger avait condamné un individu qui était venu se constituer prisonnier comme déserteur, déclarant se nommer Chaïed-ben-Amar ; pendant toute l'instruction il ne fit aucune objection et fut condamné comme tel. Or, un jugement de reconnaissance d'identité, du 28 juillet 1896, constata que cet individu était Taïeb-ben-Amar et non pas Chaïed-ben-Amar, et qu'il était absolument en règle au point de vue militaire :  
« Attendu qu'il résulte, dit l'arrêt de la Cour, des pièces  
» de procédure que le condamné de 1893 n'est autre que  
» le nommé Taïeb-ben-Amar, lequel était présent à son  
» corps en février 1892, à l'époque de la désertion de  
» Chaïed-ben-Amar, d'où il suit que Taïeb-ben-Amar  
» est innocent des faits à raison desquels une condam-  
» nation a été prononcée contre lui le 30 mars 1893, bien  
» que, par ses déclarations inexactes, dont le mobile  
» n'a pas été déterminé, il ait égaré la justice et qu'il  
» soit en réalité l'auteur de l'erreur qui a été com-  
» mise, dit qu'il y a lieu de casser sans renvoi. »

La Cour de Cassation a pourtant posé elle-même des limites à la revision sur ce point et « refusé la revision (2)  
» aux condamnés qui ne sont pas fondés à se plaindre  
» de leur condamnation due à une erreur résultant  
» directement de leur propre faute, qui n'ont aucun  
» intérêt matériel et moral à en poursuivre l'annulation  
» et qui, loin de solliciter cette mesure, y trouveraient  
» plus d'inconvénients que d'avantages, alors, d'ailleurs  
» que le rejet de la revision ne doit nuire ni à la bonne  
» administration de la justice, ni à l'intérêt des tiers, ni  
» aux exigences ultérieures de la répression. » Un

(1) Cass. 22 janvier 1898, D. 1900. 1-143.

(2) Cass. 22 janvier 1898, D. 1900, 1-142.

individu avait été condamné pour infraction à un arrêt d'expulsion sous le nom de Delamotte, sans protestation de sa part ; plus tard, on demandait la revision en se basant sur ce que ce soi-disant Delamotte était en réalité un nommé M... de nationalité française et auquel l'expulsion ne pouvait s'appliquer. Mais on reconnut que ces deux noms couvraient la même personne et de plus la revision ne pouvait lui être d'aucun intérêt, car il subissait, en vertu d'autres décisions judiciaires, la peine de la relégation ; cette revision lui aurait été d'ailleurs préjudiciable, car il aurait fallu rechercher comment il avait usurpé le faux état civil dont il se servait. Aussi, pour tous ces motifs, la Cour rejeta le pourvoi avec juste raison.

En résumé, nous pouvons affirmer aujourd'hui que tous ceux qui ont un intérêt à faire déclarer leur innocence peuvent demander et obtenir la revision. Elle s'applique aussi bien à l'individu qu'à sa mémoire et la loi sur ce point ne pouvait avoir plus d'extension.

### § III. — Différents cas de revision

L'article 443 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu : La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, et la peine qui ait été prononcée :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître des indices suffisants sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour

le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats ;

4° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées de nature à établir l'innocence du condamné.

Nous allons étudier successivement ces quatre causes différentes.

#### A. — SURVIVANCE DE LA PERSONNE PRÉTENDUE HOMICIDÉE

Le conseiller d'Etat Berlier s'exprime de la manière suivante sur ce premier cas de la revision (1) :

« Un homme passe pour avoir été tué, et son prétendu meurtrier est condamné ; cependant l'individu supposé mort se représente et efface par sa seule présence toute idée du crime qui a été la base de la condamnation ; on sent assez que, s'il en est temps encore, il faut se hâter de briser les fers du condamné, sans autre condition que celle de reconnaître l'existence et l'identité de la personne prétendue homicidée. » Le rapporteur du Corps Législatif de 1867, ajoute : « Dans le premier cas, l'arrêt reçoit des faits un démenti formel ; il y a peut-être eu soit une tentative de

(1) Rapport de Berlier, déjà cité.

» meurtre ou d'assassinat, soit un délit de coups et  
» blessures, mais l'impossibilité du crime primitive-  
» ment imputé à l'accusé est démontrée : l'erreur  
» judiciaire est certaine, elle doit disparaître. »

Il résulte donc du texte de la loi et de ces travaux préparatoires, que deux conditions sont indispensables pour l'application de ce premier cas de revision. 1° Il faut une condamnation pour homicide ; 2° Il faut que *postérieurement* à cette condamnation, des pièces soient présentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

Quelques observations sont nécessaires au sujet de ces deux conditions. Tout d'abord il n'est pas indispensable pour que la revision soit possible, que la condamnation ait été prononcée pour homicide *volontaire*. Le texte de l'article 443 ne renferme aucune restriction, par conséquent, croyons-nous, il pourra s'appliquer aussi bien pour assassinat ou meurtre que pour coups volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner, ou même pour homicide par imprudence.

Mais il faut, bien entendu, qu'il y ait eu condamnation pour homicide, car si la condamnation n'a été uniquement encourue que pour tentative d'homicide ou pour coups et blessures, la démonstration de la survivance de la victime n'aura aucune influence. « Il faut » supposer, dit Faustin Hélie (1), que c'est la disparition » de cette personne qui a motivé la condamnation, car » si elle avait seulement survécu à des blessures » qu'elle aurait reçues, le fait qu'elle n'a pas succombé » n'effacerait nullement la cause de la condamnation. »

Par contre, si la condamnation a été prononcée pour

(1) F. Hélie, t. 8, 40-41.

homicide, et que l'on parvienne à démontrer l'existence de cette personne, la revision doit être accordée quand bien même il resterait à l'actif du condamné une tentative d'assassinat ou un délit de coups et blessures. Cela résulte de la loi elle-même et des explications du rapporteur de la loi de 1867. La condamnation a été prononcée pour un fait certain, on donne un démenti formel à la sentence en prouvant l'existence de la victime, par conséquent il est de toute justice que la revision soit accordée.

Avant la loi de 1867, il y avait sur ce point quelques divergences de vues, et certains auteurs n'admettaient pas la revision quand il restait la tentative d'assassinat ; mais les explications du rapporteur de la loi de 1867 sont venues mettre un terme à cette controverse en la tranchant dans le sens libéral.

Au sujet des preuves à apporter pour l'existence de la personne, le texte de la loi laisse une grande latitude ; elle n'en détermine aucune et se contente de *pièces* propres à faire naître de *suffisants indices* ; il est bien certain, croyons-nous, que ces mots un peu vagues ont été employés avec intention pour laisser le champ libre à l'appréciation du juge. Or, deux cas peuvent se présenter : ou la personne prétendue morte, et qui a été la cause de la condamnation, existe encore au moment où l'on demande la revision ; ou elle est décédée à cette époque, mais postérieurement bien entendu à la condamnation. Dans le premier cas l'on comprend que la chose est assez facile, au moyen d'une reconnaissance d'identité. Ce n'est que pour la seconde hypothèse qu'il pourra se trouver quelques difficultés, c'est là qu'il faudra présenter des pièces sur la valeur desquelles les juges devront statuer. « En tous cas il » reste bien acquis qu'il suffit que la survivance de la » prétendue victime soit établie à une date postérieure

» à la condamnation pour que la revision soit obligatoire (1). »

On a discuté pourtant sur cette extension en prétendant que le texte de l'article 443 ne s'y prêtait pas. Nous ne pourrions nous approprier une semblable théorie; nous avons justifié amplement, croyons-nous, cette interprétation en montrant l'indécision voulue du législateur dans les termes qu'il emploie pour la production des pièces justificatives.

Ce premier cas de revision était le seul, sous l'empire du Code d'instruction criminelle de 1808, pour lequel la revision pouvait avoir lieu au profit d'un condamné mort depuis sa condamnation. L'erreur, en effet, est ici si palpable que les législateurs n'avaient pas osé refuser ce recours comme ils le firent pour les autres cas reconnus par la loi. Mais, on le comprend, l'application de cette première partie de l'article 443 doit être assez rare; il n'existe pas, à notre connaissance, d'arrêt sur ce point : c'est donc que dans la pratique ce premier moyen de revision est presque inconnu et c'est pourquoi, croyons-nous, il est inutile d'insister davantage.

## *B.* — ARRÊTS OU JUGEMENTS INCONCILIABLES

Ce second cas de revision est le plus ancien. On se souvient, en effet, que sous le droit intermédiaire, la Convention fut obligée de rétablir la revision pour cette hypothèse spéciale, par la loi du 15 mai 1793. C'est donc dire que ce second moyen est indispensable et qu'il a dû avoir déjà de nombreuses applications.

Le Code de 1808 emprunta à la législation antérieure

(1) Lenoir, Code d'Instruction criminelle, art. 443.

cette disposition que les lois de 1867 et 1895 reproduisirent également. Ce second cas de revision est libellé de la manière suivante dans l'article 443 :

« La revision pourra être demandée.....

» 2° Lorsque, après une condamnation pour crime  
» et délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné,  
» pour le même fait, un autre accusé ou prévenu,  
» et que les deux condamnations ne pouvant se  
» concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné. »

Par conséquent, pour obtenir la revision pour inconciliabilité d'arrêt ou jugement, il faut : 1° Deux arrêts ou deux jugements distincts ; 2° Que ces deux arrêts ou jugements aient été rendus pour un même fait ; 3° Que ces deux arrêts ne soient pas conciliables et qu'ils soient la preuve de l'innocence de l'un des condamnés.

Cette nécessité de deux arrêts distincts s'explique naturellement : en effet, si une même sentence condamnait en même temps plusieurs individus, on ne comprendrait pas que le cas qui nous occupe autorise la revision pour l'un d'eux ; les juges ont eu une connaissance suffisante des faits, il ont dû être suffisamment instruits par les débats pour porter un jugement à l'abri de tout reproche ; et, s'il y a erreur judiciaire dans ce cas, ce ne peut être au moyen de l'inconciliabilité d'arrêt que la revision doit être demandée. « L'arrêt, dit M. Pinard, dans l'exposé des motifs » de la loi de 1867 est démenti par un autre arrêt. La » chose jugée est battue en brèche par la chose jugée. » Il y a peut-être une conciliation possible entre les » deux décisions. Là, où tout fait croire à un crime » commis par une seule personne, un lien de complicité peut se révéler entre ces deux auteurs uniques condamnés à deux dates successives. Mais

» dans les termes où se présentent les deux arrêts, » la contradiction éclate. L'erreur porte sur l'imputation faite à plusieurs d'un crime qui apparaît comme » le fait d'un seul. Ce caractère inconciliable des deux » sentences doit cesser ; il y aura revision. »

Quant à la seconde condition, c'est-à-dire la condamnation de deux individus pour un même crime ou un même délit, elle existe quand bien même le fait serait qualifié différemment dans les deux arrêts ou jugements ; il suffit qu'il s'agisse certainement d'un seul et même fait, la qualification ne signifie rien.

La Cour de Cassation a jugé, en effet, (1) que l'article 443 du Code d'instruction criminelle, d'après lequel il y a lieu à revision lorsque deux accusés ont été condamnés par arrêts distincts à raison d'un même crime qui n'a pu être commis que par l'un d'eux, est applicable par cela seul que les deux condamnations reposent sur le même fait délictueux, sans qu'il soit nécessaire que ces condamnations lui aient donné une qualification identique et qu'elles aient retenu les mêmes circonstances.

Ainsi, il y a lieu à revision, lorsqu'un accusé ayant été condamné pour avoir volontairement donné la mort à un individu et avoir mis le feu à la maison de celui-ci pour dissimuler son crime, un autre accusé est ultérieurement déclaré coupable d'avoir fait au même individu les coups et les blessures qui ont occasionné sa mort sans qu'aucune complicité ait pu exister entre lui et le précédent condamné.

La dernière condition est de beaucoup la plus essentielle, cela résulte de l'exposé des motifs que nous avons rapporté plus haut ; il faut une inconciliabilité absolue, il faut qu'entre les deux personnes condam-

(1) Crim. 2 juin 1855, D. 55. 1. 301, aff. Lesnier.

nées, il n'y ait eu certainement aucune coopération, aucune complicité, aucune entente et que de la condamnation de l'un des accusés découle forcément l'innocence de l'autre.

La jurisprudence sur ce point est considérable et elle n'a jamais varié.

Il a été jugé qu'il y avait lieu à revision : 1° lorsque, postérieurement à la condamnation d'un accusé déclaré coupable d'un crime auquel n'était attribué qu'un seul auteur, il intervient à la suite d'une instruction nouvelle une seconde condamnation contre un autre individu reconnu auteur du crime (1).

2° Lorsqu'il est établi qu'un vol qualifié a été commis par trois personnes, que trois individus ont été condamnés par un premier arrêt et que la culpabilité des deux premiers est certaine, mais qu'un arrêt postérieur condamne comme co-auteur un quatrième individu ; dans cette hypothèse la revision ne concerne que le 3° et le 4° accusés (2).

Il a été encore jugé également dans plusieurs circonstances qu'il y a lieu à revision lorsque, les deux décisions s'appliquant au même fait, il n'a pu exister aucune coopération ou complicité entre les deux condamnés (3).

Mais cette condition d'inconciliabilité est absolue, il faut qu'elle ressorte nécessairement de la comparaison des jugements, et non des circonstances accessoires ; c'est ce qui fait que dans cette fameuse affaire Lesurques, dite du Courrier de Lyon, qui passionna à un si haut point l'opinion publique, la revision ne put pas être prononcée dans l'état de la législation de la loi de 1867. Cet arrêt se prononce ainsi sur ce point : « Le droit » exceptionnel de revision n'est ouvert qu'autant que

(1) Crim. Cass. 9 novembre 1855, D. 56, 1-43, aff. Pagès.

(2) Crim. 24 décembre 1875, D. 76, 1-284.

(3) Crim. 7 juillet 1882, D. 83, 1-141. — Crim. 18 avril 1878, D. 78, 1-329.

» la Cour reconnaît préalablement et déclare que la  
» condamnation qui lui est déférée se trouve en  
» contradiction non pas avec les dépositions de témoins,  
» des déclarations de coaccusés, ou d'autres documents  
» du procès, mais essentiellement avec une autre  
» condamnation qui soit inconciliable avec elle. »

Le droit exceptionnel de revision que consacre la disposition de l'article 443 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 29 juin 1867, n'est donc ouvert qu'autant que la Cour de Cassation reconnaît préalablement et déclare que la condamnation qui lui est déférée se trouve en contradiction, non pas avec des dépositions des témoins et d'autres documents du procès, mais essentiellement avec une autre condamnation portant sur le même fait et qui soit inconciliable avec elle. Or, de la comparaison des arrêts de condamnation de Lesurques et Dulocq, ne ressort pas cette inconciliableté, c'est pourquoi la demande de revision ne fut pas acceptée (1).

C'est pour ce cas d'inconciliableté d'arrêt que la question de la revision pour condamnation par contumace est intéressante.

Il faut envisager les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

1° Une condamnation contradictoire a été rendue, puis survient une condamnation par contumace pour le même fait. La revision est-elle possible ? Pour cette hypothèse particulière nous répondrons oui dans tous les cas, que la peine prononcée par la condamnation par contumace soit prescrite ou non. Comprendrait-on, en effet, qu'on laisse la première personne condamnée sous le coup de cette flétrissure puisqu'on a la preuve de son innocence ; il faudrait donc attendre que cette

(1) Crim. 17 décembre 1868, aff. Lesurques, D. 69, 1141.

condamnation soit devenue définitive pour innocenter le premier condamné ; ce serait inadmissible et la Cour de Cassation ne l'a pas pensé. Dans un arrêt du 22 mai 1819, elle sanctionne cette théorie pour cette hypothèse spéciale (1).

Prenons à présent l'hypothèse inverse, c'est-à-dire si c'est la condamnation par contumace qui est la première et la contradictoire la seconde, la revision sera-t-elle possible ? Oui, bien entendu, si la peine est prescrite, mais si elle ne l'est pas la question à notre avis est très délicate. En effet, il se peut que ce soit la seconde condamnation, celle qui est contradictoire, qui soit erronée ; cette hypothèse est rare, nous en convenons, car la seconde personne accusée bénéficie de l'avantage que lui donne la première condamnation d'une autre personne. Mais cela peut se présenter et la loi l'a bien prévu puisqu'elle s'exprime ainsi : les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de *l'un ou de l'autre condamné* ; et par conséquent les mêmes arguments de l'hypothèse précédente peuvent se reporter à celle-ci. D'un autre côté, l'on peut objecter que la revision est une voie de recours extraordinaire qui ne doit intervenir que pour des solutions définitives, pour lesquelles tous les autres moyens sont épuisés.

Or, il faut bien convenir que la condamnation par contumace n'est pas une solution définitive et que d'autres moyens, la représentation notamment, peuvent la faire réformer.

Quel parti prendre dans cette controverse ? Pour cela, croyons-nous, il faut se pénétrer de l'esprit général de toute la loi ; or, il est bien évident que la loi actuelle a une aspiration très marquée pour l'extension

(1) Crim. 22 mai 1819, D. v. Cassation 1543.

de la revision, et comme conséquence nous admettrons que dans cette hypothèse, comme dans la précédente, la revision pourra être obtenue.

Il existe enfin une dernière hypothèse, celle de deux condamnations successives par contumace pour un même fait. La situation change donc ici entièrement, il n'y a plus de condamné entre les mains de la justice et par conséquent on doit attendre, pour qu'il y ait revision possible, qu'il y ait au moins une condamnation définitive pour pouvoir rentrer dans l'un des cas précédents. Il n'y a plus ici d'intérêt majeur, on se trouve en présence de deux condamnés qui sont dans les mêmes conditions, les principes doivent donc être appliqués dans toute leur rigueur.

L'inconciliabilité d'arrêt est donc une condition absolue ; mais toutes les fois qu'elle se manifeste pour des décisions définitives, la revision doit être accordée. Ainsi, même dans le cas où le second accusé a été reconnu coupable par le jury, mais absous parce que l'action se trouvait prescrite, la revision doit être possible. La Cour de Cassation a jugé (1) qu'il y a lieu à revision du moment qu'il existe entre deux arrêts criminels une contradiction telle, qu'il soit impossible de les concilier, alors même que l'un des accusés a subi la peine prononcée contre lui, tandis que l'autre a été absous par le motif que le fait reconnu constant ne constituant qu'un délit, l'action publique, à raison de ce chef, était prescrite.

La solution serait absolument la même dans certains cas d'acquittement si par exemple, en cas de vol, le second accusé est le fils du volé, de même si c'est un mineur de 16 ans qui ait été acquitté comme ayant agi sans discernement.

(1) Crim., 23 nov. 1876. Aff. Charpentier, D., 77, 1, 284.

Ce second cas, comme on le voit, a un assez vaste champ d'application et c'est celui, dans la législation antérieure à 1895, qui donnait lieu le plus souvent à revision; néanmoins, on l'a vu par l'exemple de l'affaire Lesurques, il laissait en dehors bien des cas d'erreurs possibles. Cette condition d'inconciliabilité absolue forçait les juges à laisser subsister des sentences que l'on savait erronées; il y avait là une lacune considérable qui, heureusement, n'existe plus aujourd'hui.

### C. — CONDAMNATION POUR FAUX TÉMOIGNAGE

L'article 443 s'exprime ainsi au sujet du troisième cas de revision :

La revision peut être demandée...

3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu; le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

Il résulte de là qu'il faut que le faux témoignage ait été découvert après la condamnation; s'il l'avait été pendant les débats, c'est l'hypothèse prévue par les articles 330 et 331 du Code d'Instruction criminelle, il ne pourrait donner lieu à revision, car les juges alors auraient prononcé leur sentence en connaissance de cause et ce serait la preuve que ce témoignage reconnu faux aurait été sans valeur au point de vue de la culpabilité de l'accusé; le condamné dans ce cas, ne pourrait donc pas s'en servir comme d'un grief contre la condamnation qui l'a frappé.

La seconde condition imposée pour qu'il y ait lieu à revision, dans le cas qui nous occupe, est la condamnation du faux témoin; il faut en effet qu'un des témoins

qui a déposé contre l'accusé ou le prévenu soit convaincu de faux témoignage et frappé pour ce motif d'une condamnation définitive ; il faut que cette condamnation soit passée en force de chose jugée pour qu'il y ait matière à revision. Il n'y a pas à s'occuper si le témoin a été cité à requête du ministère public ou de l'accusé ; une difficulté pouvait naître sur ce point avec la rédaction de 1808, mais aujourd'hui elle a complètement disparu ; du moment que c'est un témoin qui a « chargé » l'accusé, si son témoignage est reconnu faux et qu'il ait été condamné pour ce fait d'une manière définitive, le troisième cas de revision peut s'appliquer.

Cette condition de condamnation définitive empêche la revision lorsque le faux témoin est mort ; on peut être convaincu de la fausseté de son témoignage, mais comme il n'est plus condamnable par suite de décès, l'erreur judiciaire doit subsister. Il en était ainsi sous l'ancienne législation, mais aujourd'hui nous verrons par la suite que cette hypothèse spéciale est comprise dans le quatrième cas de revision, et que, si cette dernière ne peut pas être accordée en se basant sur la condamnation pour faux témoignage, elle peut l'être néanmoins en invoquant le § 4 de l'article 443.

La jurisprudence a rendu sur ce troisième cas un grand nombre d'arrêts et a subi plusieurs fluctuations sur le point de savoir si la condamnation d'un témoin donne au condamné un droit à la revision ou au contraire si elle ne lui donne qu'une faculté (1).

Dans une première période, la revision, par suite de condamnation d'un témoin pour faux témoignage, était considérée comme un droit pour le demandeur en

(1) V. F. Hélie. *Inst. crim.*, t. 8, n° 4045.

V. note de M. Roux sous arrêt de Cass. du 23 avril 1896, S. 1900, 1, 61.

revision et par suite la Cour de Cassation considérerait dans ce cas la revision comme une obligation sans s'occuper si, en dehors de ce faux témoignage, il restait des preuves suffisantes pour justifier la condamnation. C'était l'application de la loi dans toute sa rigueur. En effet, si l'on se rapporte aux travaux préparatoires du Code de 1808, et notamment au rapport de M. Berlier, on lit ceci au sujet du cas qui nous occupe : « Ici, toute-  
» fois, l'erreur de la condamnation ne se montre pas  
» avec la même évidence que dans les autres espèces ;  
» car il est strictement possible que le faux témoignage  
» n'ait pas seul dicté la déclaration du jury devant les  
» Cours criminelles ou formé l'opinion des juges dans  
» les matières qui leur sont spécialement réservées ; le  
» degré d'influence qu'il a pu obtenir ne saurait se  
» calculer dans une procédure qui ne laisse point de  
» traces, ni aucune donnée sur les causes qui ont  
» amené les convictions. Mais si l'erreur de la condam-  
» nation ne résulte pas évidemment de la seule circons-  
» tance d'un faux témoignage, depuis reconnu et puni,  
» du moins faut-il convenir que ce fait est assez grave  
» pour établir une suffisante présomption que l'accusé  
» a été victime d'une horrible calomnie. »

Le texte de l'ancien article 445 relatif au troisième cas de revision est d'ailleurs formel : « Ladite Cour,  
» après avoir vérifié la déclaration du jury, sur laquelle  
» le second arrêt aura été rendu, annulera le premier  
» arrêt si, par cette déclaration, les témoins sont con-  
» vaincus de faux témoignage à charge contre le pre-  
» mier condamné ; et pour être procédé contre l'accusé  
» sur l'acte d'accusation subsistant elle le renverra  
» devant une autre Cour d'assises. »

La Cour de Cassation n'a donc fait qu'appliquer, dans

(1) D. 56, 1-43.

cette première période, l'esprit et le texte de la loi, notamment dans les arrêts du 9 novembre 1855 (1) et du 19 novembre 1857, dans lequel la revision fut prononcée, bien que l'on ait constaté que « le témoignage ne paraissait pas avoir exercé d'influence particulière sur la décision du jury. »

Cette jurisprudence fut constante jusqu'en 1868, époque où la Cour de Cassation a une tendance très marquée à rechercher au contraire s'il existe, en dehors du témoignage incriminé, d'autres éléments de conviction permettant de conserver l'arrêt attaqué. C'est au lendemain de l'apparition de la loi de 1867 qu'apparaît, pour la première fois, cette évolution. Y a-t-il donc quelque chose dans cette loi qui permette d'aller à l'encontre de la volonté du législateur de 1808 ? Il est évident que la loi de 1867 a entendu ne rien changer à la législation antérieure, en ce qui concerne les cas de revision eux-mêmes ; les innovations n'ont porté uniquement que sur deux points précis : revision pour les morts comme pour les vivants, extension aux procès correctionnels. Les termes par lesquels on fixe ce troisième cas sont changés, mais l'esprit reste le même. Voici d'ailleurs comment s'exprime, dans l'exposé des motifs, M. Pinard, rapporteur :

« Dans le troisième cas, l'arrêt de condamnation est indirectement atteint par la décision qui frappe le faux témoin. Il est possible que ce faux témoignage n'ait point pesé dans la balance. Le juge a condamné peut-être avec d'autres éléments que la parole du témoin qui s'est parjuré ; mais cette charge, aujourd'hui disparue, a pu déterminer la sentence et devenir la base unique ou principale de la condamnation. Cette présomption suffit pour qu'il y ait revision. » Et plus loin il ajoute : « Les trois cas d'ouverture admis déjà par le Code en matière criminelle sont maintenus. »

Il est évident, croyons-nous, que le législateur de 1867 n'a rien voulu changer, sur le point qui nous intéresse, à ce qu'avait fait son prédécesseur. Ce n'est donc pas là que nous pouvons trouver la justification de ce revirement de la Cour de Cassation, et jusqu'ici, au contraire, elle a contre elle l'esprit de la loi.

Nous devons aussi faire remarquer que la Cour de Cassation n'est pas arrivée du premier coup à ce revirement complet. L'arrêt du 27 novembre 1868 (1), date que nous avons fixée comme début du changement de jurisprudence, n'est pas, comme on pourrait le croire, un arrêt de non recevabilité de la demande ; mais on trouve, dans les motifs du jugement, des considérations qui prouvent déjà l'intention de la Cour de Cassation ; on dirait, en effet, qu'elle éprouve le besoin de justifier la Cassation de l'arrêt attaqué. « Attendu que la con- » condamnation prononcée contre Desvaux ne l'ayant » été que sur ce simple témoignage, il s'ensuit que son » innocence est la conséquence évidente de l'arrêt qui » déclare ce témoignage faux ; qu'en outre, tous les » documents de la cause viennent attester cette inno- » cence et établir que sa condamnation a été le résultat » d'une déplorable erreur. » Il résulte bien de là, croyons-nous avec M. Roux, que la Cour de Cassation exige, comme condition de la revision que, de la condamnation du faux témoin, ressorte la preuve ou tout au moins une présomption d'innocence en faveur du condamné.

Cette jurisprudence s'est continuée par divers arrêts du 1<sup>er</sup> juillet 1882 (2), du 14 janvier 1886, et surtout par un arrêt du 28 août 1884 (3) où la Cour de Cassation a refusé la revision, malgré la condamnation d'un faux témoin. « Attendu, porte cet arrêt, que la condamnation

(1) D. 69, 1-386, affaire Desvaux.

(2) D. 83, 1-140, aff. Bouriquet.

(3) D. 85, 1-332, aff. Lepestipont.

» encourue par la fille Le My, pour faux témoignage,  
» fondée uniquement sur ses aveux et sur ses pro-  
» pres déclarations, n'implique aucunement l'innocence  
» de la femme Lepestipont ; qu'elle laisse subsister les  
» éléments de preuve résultant tant du procès-verbal  
» que des dépositions des deux autres témoins sur  
» lesquelles se fonde l'arrêt confirmant le jugement et  
» des autres documents du procès, dit qu'il n'y a lieu. »  
Cette fois donc, c'est une solution diamétralement  
opposée à celle de la première période qui suivit le  
Code de 1808.

Aujourd'hui, nous assistons à un nouveau revire-  
ment ; en effet, la Cour de Cassation est revenue à  
l'ancienne jurisprudence par un arrêt du 23 avril 1896 (1)  
au sujet de l'affaire Cauvin qui passionna l'opinion  
publique à un certain moment, et cette jurisprudence  
s'est encore affermie par un arrêt du 11 décembre 1897.  
Ces arrêts sont très fortement motivés au point de vue  
qui nous intéresse. « Attendu, porte le premier, que si  
» la condamnation encourue par la fille Michel, passée  
» en force de chose jugée, provoquée par ses aveux et  
» par sa propre déclaration n'implique pas nécessaire-  
» rement l'innocence de l'accusé, puisqu'elle laisse sub-  
» sister les autres charges qui pèsent sur Cauvin, il  
» n'échet, pour la Cour de Cassation, alors qu'il y a  
» possibilité de procéder à de nouveaux débats oraux  
» devant le jury, de constater elle-même l'innocence ou  
» la culpabilité de Cauvin, casse... etc. » Quand à l'arrêt  
de 1897, il est peut-être encore plus formel dans sa  
concision.

« Attendu, dit-il, qu'il y a condamnation définitive  
» pour faux témoignage contre un témoin à charge,  
» la demande en revision doit, dès lors, être accueillie. »

(1) D. 97, 1-53, aff. Cauvin, S. 1900, 1-60 et 62.

Il est à remarquer que ce revirement se produit au lendemain de la loi de 1895, comme le précédent à la suite de la loi de 1867 ; or, ni l'une, ni l'autre ne peuvent pourtant justifier ces changements.

Telle est cette évolution de la jurisprudence que nous avons maintenant à apprécier.

L'interprétation que donna la Cour de Cassation à ce troisième cas de revision dans la seconde période peut se soutenir au moyen d'arguments très sérieux ; il est certain que l'obligation de la revision pour cause de faux témoignage peut être excessive dans certains cas où on est convaincu que ce témoignage n'a été d'aucune valeur pour la conviction des juges, et le pouvoir d'appréciation que voulait s'arroger la Cour de Cassation ne serait peut-être pas inutile. On a même essayé de le justifier en se basant sur l'article 445, qui autorise la Cour, dans le cas où l'affaire n'est pas en état, « à procéder à toutes les enquêtes sur le fond, confrontation, reconnaissance d'identité et moyens propres » à mettre la vérité en évidence. »

Le procureur général, dans l'affaire Lepestipont, que nous avons citée précédemment, s'exprimait ainsi dans son réquisitoire : « Le fait matériel de la condamnation » pour faux témoignage d'un témoin ayant déposé » contre le prévenu n'emporte pas par lui-même, et de » plano, la nécessité de la revision du jugement de » condamnation prononcé contre ledit prévenu. La » Cour de Cassation doit vérifier, en cas de recevabilité » (article 445, instruction criminelle), soit sur le vu des » pièces, si l'affaire est en état, soit, au cas où l'affaire » n'est pas en état, après toutes mesures d'instruction » préalables, s'il y a lieu d'ordonner qu'il sera » procédé à de nouveaux débats contradictoires. » Tels sont les arguments que l'on peut faire valoir à l'appui de cette interprétation.

La Cour de Cassation vient d'abandonner cette théorie, et il est certain qu'en l'état actuel de la législation, elle suit une interprétation bien plus juridique. On ne peut admettre, en effet, que le législateur ait ajouté, aux deux conditions nécessaires pour l'obtention de la revision que nous avons énoncées plus haut, une troisième aussi importante que celle qu'avait voulu y ajouter la Cour de Cassation, sans la mentionner. La loi n'exige pas que la condamnation du faux témoin fasse présumer l'innocence du condamné ; or, en droit pénal, il est de principe que l'interprétation doit être restrictive, surtout quand il s'agit de restreindre la portée d'une disposition légale favorable au condamné. De plus, nous savons par les travaux préparatoires, tant du Code de 1808 que de la loi de 1867, que le législateur a entendu faire prononcer la revision lorsqu'il y avait constatation de faux témoignage dans une sentence définitive.

Les adversaires de notre théorie prétendent qu'il est inutile de prononcer la revision quand d'autres charges suffisantes existent en dehors du faux témoignage. Mais, sait-on si ce faux témoignage n'a pas été la cause de la condamnation, s'il n'a pas été, en quelque sorte, la goutte d'eau qui a fait pencher la balance de la justice. Peut-être que, sans ce faux témoignage, le doute serait resté dans l'esprit des juges et que l'inculpé aurait été acquitté.

Quant à la combinaison de l'article 443, § 3<sup>e</sup>, et de l'article 445, nous pensons que les adeptes de la théorie que nous combattons se sont mépris sur sa portée. Nous aurons à étudier cette disposition par la suite, aussi nous bornerons-nous à reproduire ici les observations présentées par M. Roux, dans une note remarquable sur l'arrêt de l'affaire Cauvin : « Ce pouvoir » d'appréciation des charges de culpabilité du condamné

» d'une part, qui paraît, à l'heure présente, une chose  
» simple depuis l'introduction du quatrième cas de  
» revision, contredit des idées encore fermement assises  
» en 1867, en faisant pénétrer la Cour de Cassation sur  
» le domaine des faits et, s'il s'agit d'une procédure  
» criminelle, en lui faisant apprécier les motifs d'un  
» verdict dont le jury n'a pas fait connaître la raison.  
» Il faut bien le dire, avec ce pouvoir, la Cour de  
» Cassation court le risque de substituer son appréciation  
» des preuves à celle du jury et de modifier ainsi les  
» bases de la chose jugée. Cette conséquence est obligée,  
» avec la revision illimitée, elle ne l'est pas, quand la  
» revision est demandée sur des faits précis ; et si les  
» auteurs de la loi de 1867 avaient entendu la consacrer,  
» ils l'auraient dit formellement, car elle opérerait un  
» changement profond dans notre droit. D'autre part,  
» c'est se méprendre sur l'article 445, § 1<sup>er</sup>, que de lui  
» attribuer la signification d'investir la Cour de Cassa-  
» tion du pouvoir de rechercher si le demandeur en  
» revision est innocent ou coupable. Outre que les  
» § 4 et 5, de l'article 445, deviendraient alors sans  
» objet, il est manifeste que le § 1<sup>er</sup> n'a d'autre but que  
» de permettre à la Cour de Cassation d'accueillir les  
» demandes qui paraissent fondées, sans être cependant  
» au point, pour être jugées au fond. »

Nous nous rallions donc entièrement à la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation. Cette dernière a parfaitement compris que, du moment où il existe un faux témoignage dans une affaire, il y aura forcément un doute dans l'esprit de bien des personnes. Or, l'on ne vit pas avec le doute ; en matière criminelle, il faut la certitude d'avoir bien jugé, c'est là, nous allons le voir, surtout dans le paragraphe suivant, l'esprit général de notre législation en matière de revision.

*D. — 4<sup>e</sup> Cas. — DOCUMENTS OU FAITS NOUVEAUX*

Les trois premiers paragraphes de l'article 443 que nous venons d'étudier étaient insuffisants, ils laissaient à l'écart de nombreuses hypothèses où l'innocent ne pouvait demander sa réhabilitation. Lors de la discussion de la loi de 1867, M. Martel avait demandé l'extension de celle-ci ; il avait cité en effet plusieurs cas où la revision n'était pas possible : « Ne » peut-il pas se rencontrer, dit-il, bien d'autres circons- » tances où l'innocence d'un condamné étant certaine, » celui-ci ne peut exercer l'action en revision parce » qu'il ne se trouve pas dans les termes de l'article » 443. Supposons par exemple qu'une condamnation ait » été prononcée contre un individu innocent. Postérieu- » rement, le vrai coupable est arrêté et mis en accusa- » tion. Il avoue le crime mais il meurt pendant l'instruc- » tion. On ne peut condamner sa mémoire. Le premier » condamné ne peut non plus demander la revision » parce que l'arrêt ou le jugement qui l'a condamné » ne se trouve pas en présence d'un jugement ou d'un » arrêt inconciliable ». On pourrait multiplier les hypo- thèses et il n'y aurait pour cela qu'à reprendre tous les arrêts de revision rendus sur le quatrième cas par la Cour de Cassation depuis 1895. Sans aborder toute- fois l'examen de ces arrêts, il est intéressant, croyons- nous, de citer quelques cas particuliers où la revision n'était pas possible dans des situations presque identi- ques pourtant à celles prévues par la loi, du moins en présence de la jurisprudence, car, dans la doctrine, cer- taines divergences de vues s'étaient élevées. Il n'était pas admis qu'il fût permis d'assimiler au cas de sur-

vivance d'une personne prétendue homicidée celui où, après condamnation pour vol, l'objet qu'on croyait volé aurait été retrouvé; de même dans le cas de deux condamnations inconciliables en dehors de l'hypothèse prévue par M. Martel et relatée ci-dessus, la revision n'était pas possible si le véritable coupable ne pouvait pas être jugé, par suite d'aliénation mentale par exemple, et enfin on ne pouvait (1) pas assimiler la production de pièces fausses au faux témoignage. Tous ces arguments furent présentés lors de la discussion de la loi de 1867 et pourtant l'amendement Martel fut rejeté.

C'est aux législateurs modernes qu'il revient cet honneur. Quel était pour eux le problème à résoudre? Il fallait autoriser la revision toutes les fois que l'innocence du condamné pouvait résulter de faits autres que ceux prévus déjà par le Code.

Et, devait-on, dans cet ordre d'idées, suivre l'exemple des législateurs de 1808 et de 1867, donner une énumération restrictive en indiquant les autres cas possibles sur lesquels la revision pouvait être basée, ou, au contraire, devait-on élaborer un texte suffisamment large pour permettre d'englober toutes les hypothèses; mais alors, d'autre part, ne fallait-il pas assigner certaines limites, exiger certaines conditions pour que le recours en revision ne devienne pas un abus?

La loi du 8 juin 1895 a résolu ces questions. Elle a rejeté l'énumération, considérant en effet que « la » revision limitée c'était l'erreur protégée » et elle a adopté une disposition générale permettant la revision dans toutes les hypothèses possibles, tout en fixant pourtant certaines limites que nous aurons à apprécier; elle a donc ajouté un 4<sup>e</sup> § à l'article 443 conçu en ces termes :

(1) Discussion de la loi de 1867. D. 67, 4, 68.

« La revision pourra être demandée. . . .

» 4° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra  
» à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces  
» inconnues lors des débats seront représentées, de  
» nature à établir l'innocence du condamné. »

Une première observation se présente de suite à l'esprit à la lecture de ce texte. Les trois premiers cas de revision que nous venons d'étudier ne rentrent-ils pas dans cette dernière disposition ? Il est certain que le § 4 de l'article 443 est suffisamment large pour contenir toutes les hypothèses et par conséquent on aurait pu n'édicter que cette dernière partie ; il eut été plus logique même, croyons-nous, de se borner à ce seul paragraphe. Le législateur a laissé entièrement de côté le principe de l'énumération ; c'est là une tendance manifeste de toutes les dispositions législatives modernes ; or il eut été conforme à cette tendance de supprimer les trois premiers cas qui ne font en somme que double emploi avec le dernier ; l'art 443 y aurait peut-être gagné en concision et en précision. La rédaction de l'article 443 s'explique néanmoins par certaines considérations. Tout d'abord, au point de vue historique, on comprend parfaitement le maintien des trois premiers paragraphes de notre article. Ces trois cas existent depuis la création du Code d'Instruction criminelle et ils peuvent toujours servir d'exemple, ce sont des cas classiques ; de plus, dans les hypothèses prévues par l'article 443, § 1, 2 et 3, la revision s'impose du moment que le fait qui la motive est constant tandis que, pour l'application du 4° cas, il y aura lieu, comme nous le verrons, à une appréciation de la part de la Cour de Cassation et à des conditions de recevabilité bien plus rigoureuses.

Nous avons vu que le désir du législateur était de n'ouvrir le recours en revision, même dans notre 4° cas,

que sous certaines conditions ; nous allons maintenant examiner ces dernières, nous aurons ensuite à les apprécier et à en voir l'application par la jurisprudence.

Deux conditions sont exigées pour l'application de ce dernier paragraphe : 1° il faut que le fait ou la pièce ait été inconnu lors de la condamnation, c'est une condition de temps ; 2° il faut que ce fait ou cette pièce soit de nature à établir l'innocence du condamné.

Avant d'entrer dans l'examen de ces deux conditions, il est utile, croyons-nous, de mettre en regard le texte primitivement voté par la Chambre et le texte définitif voté par le Parlement sur la proposition du Gouvernement, après l'avis du Conseil d'Etat. De leur comparaison, en effet, il résulte certaines différences de détail qui nous permettront d'étudier la volonté du législateur.

TEXTE DE LA CHAMBRE

Lorsqu'un fait vient à se produire ou à se révéler, d'où paraît résulter la non culpabilité de celui qui a été condamné.

TEXTE DÉFINIF

Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

C'est le même principe, c'est la même idée, mais présentée sous deux formes différentes avec quelques modifications de texte assez importantes (1).

(1) Voir, pour l'étude de ce quatrième cas, en dehors des rapports déjà cités pour la discussion de la loi. Mayer : La question de la revision des procès criminels correctionnels, p. 115 et s. Le Poittevin, dans son rapport à la Société des Prisons, Rev. pénitent. de 1895, déjà cité. Berlet : De la réparation des erreurs judiciaires. M. Roux, dans plusieurs notes d'arrêts du Sirey, notamment S. 1899, 1, p. 425 ; 99, 1-473 ; 1900, 1-297. M. Garraud : Note de Dalloz 1900, 1-137. Rapp. de Ballot-Beaupré, au sujet de l'affaire Dreyfus, — Leduc ; Du fait nouveau, Revue critique de 1899, p. 263.

La première condition, avons nous dit, est une condition de temps ; il faut que le fait ou les pièces aient été inconnues lors de la condamnation, c'est ce que l'on a appelé un peu improprement, il nous semble, « le fait nouveau. » Or, quels sont les éléments essentiels du fait nouveau ? Il est universellement admis dans la doctrine et la jurisprudence que le fait qui peut motiver une demande en revision peut exister, soit avant, soit après la condamnation ; il suffit qu'il soit ignoré ou inconnu au moment du jugement. Il y eut quelques instants d'hésitation lors de l'apparition de la loi de 1895 sur la portée de cette disposition ; en effet, au premier abord, les mots « après une condamnation, » semblent exiger que le fait générateur de la revision soit postérieur à cette condamnation, mais un examen un peu plus approfondi du texte de l'article a fait bien vite laisser de côté cette interprétation ; ces deux expressions : lorsqu'un fait viendra à se produire, ou à se révéler, prévoient deux choses bien distinctes. Le fait qui se produit est le fait nouveau, au sens exact du mot, tandis que le fait qui se révèle est un fait qui existait déjà, mais qui était inconnu, c'est un fait ancien, comme le dit fort bien M. Garraud, pour prouver le mal fondé de l'expression consacrée, qui n'était qu'ignoré au moment de la condamnation, et ce n'en est, par conséquent, que la révélation qui permettra l'ouverture de la revision.

Ce caractère se justifie bien facilement ; le législateur n'a pas voulu remettre en question les moyens sur l'appréciation desquels la Cour ou le Tribunal avait eu déjà à statuer ; la revision est un recours extraordinaire, ne l'oublions pas, qui n'est possible que pour les sentences définitives, par conséquent la loi devait établir avec l'appel une démarcation bien nette et c'est ce qu'elle a fait en exigeant, comme condition essen-

tielle, la production ou la révélation d'un fait inconnu lors de la condamnation.

S'il n'existe point de dissidents sur ce premier point, nous voyons apparaître, au contraire, des opinions différentes lorsqu'il s'agit de préciser si ce fait devait être ignoré du juge et du prévenu tout à la fois, ou du juge seulement. Les premiers commentateurs, Mayer et Berlet notamment, exigeaient l'ignorance et du juge et du prévenu. Or, l'opinion de M. Mayer surtout doit être discutée avec soin, car son ouvrage fut citée par M. Pourquery de Boisserin, dans son second rapport à la Chambre des députés, après que le projet fut voté par le Sénat ; voici comment il s'exprime : « Les » moyens de fait, dont l'accusé aurait pu se servir » pour se défendre et dont il ne s'est pas servi intentionnellement, ne pourraient pas être invoqués par « lui à l'appui de sa demande en revision. » Il est évident que l'allure générale du § 4 de l'article 443, autorise parfaitement cette interprétation, et Mayer même, après l'avoir constaté, regrette que la loi ait eu cette sévérité et c'est pourquoi il aurait préféré le projet de la Chambre, où les mots « après une condamnation », source de la difficulté, n'existaient pas.

Cette théorie trouve encore un argument très sérieux au premier abord dans l'article 444, § 4, qui s'exprime ainsi : « La demande sera non recevable, si elle n'a » été inscrite au ministère de la justice ou introduite » par le ministre, sur la demande des parties, dans le » délai d'un an, à dater du jour où *celles-ci auront* » *connu le fait donnant ouverture à revision.* » Or, les mots « celles-ci » se rapportent forcément au condamné ou à ses représentants et, par conséquent, il faut qu'ils ne connaissent pas, avant la condamnation, le fait pouvant donner lieu à la revision.

Cette théorie a certainement une base assez sérieuse

et nous comprenons parfaitement qu'elle ait des partisans très convaincus ; et pourtant, nous ne pouvons nous y rallier et nous adopterons au contraire la théorie opposée, tout en faveur du condamné, et qui n'exige que le fait soit inconnu que du juge seulement.

Au premier abord, cela peut paraître étrange ; pourquoi, en effet, autoriser cette mesure de faveur pour le condamné qui aurait pu, s'il l'avait voulu, éviter sa condamnation. Mais il ne faut pas oublier que la peine ne doit frapper que le coupable et que, lorsqu'elle frappe à côté, elle est non seulement injuste, mais immorale. Le principe de la chose jugée en souffrirait lui-même, car la revision, dit M. Jacquin dans son rapport, est le « correctif nécessaire pour restituer au » principe de l'autorité de la chose jugée, toute l'auto- » rité qui lui est indispensable et qui risquerait de » s'affaiblir si l'on avait la prétention de la maintenir » contre toute évidence. »

Puis, en dehors du cas du condamné volontaire, il peut se présenter d'autres hypothèses : « Un fait peut se pro- » duire ou même se révéler avant une condamnation, dont » l'accusé ne comprend pas toute la portée, dit M. » Mayer ; il se croyait déjà suffisamment armé pour sa » défense, et il omet, ou même oublie de s'en servir ; » il s'en souvient après la condamnation imprévue. » C'est là un moyen pour lui d'établir son inno- » cence. »

Cette théorie, qui se justifie donc facilement au point de vue moral, se justifie également au point de vue du texte de la loi. Nous avons déjà vu, dans un chapitre précédent, que cette seconde opinion résulte d'une façon évidente de la discussion de l'article 446. Le principe du droit à une indemnité avait été posé tout d'abord dans la loi, mais on la modifia justement à cause de notre hypothèse du condamné volontaire, qui

aurait pu se faire condamner par fraude pour obtenir des dommages-intérêts. « Or, dit M. Garraud, la fraude » qu'on a voulu déjouer, en substituant le mot « pourra » » au mot « devra, » n'aurait pas été possible si l'irrecevabilité de la revision eut dû découler de cette seule » circonstance. »

Il nous reste encore à expliquer le § 4 de l'article 444 qui donne aux partisans de la théorie adverse un sérieux argument. Certains, et notamment M. Jacquin dont l'opinion a une valeur considérable, puisqu'il est le promoteur du texte de la loi de 1895, pensent que ce § 4 de l'article 444 ne s'appliquait pas au quatrième cas de revision. En effet, prétendent-ils, dans le texte élaboré par le Conseil d'Etat et soumis au Sénat par la commission, le délai d'un an ne s'appliquait qu'aux demandes invoquant les deuxième et troisième cas ; or, comme le texte a été modifié sans discussion, l'esprit de la loi n'a pas dû changer.

Il est certes très regrettable que cette modification ait eu lieu, mais elle n'en existe pas moins, et il nous semble bien difficile d'interpréter ce texte général dans un sens aussi restreint que le voudrait M. Jacquin. Il n'existe d'ailleurs pas d'inconciliabilité entre notre opinion et ce § 4 de l'article 444, et nous nous rangeons entièrement à l'avis de MM. Roux et Garraud qui estiment que cet article 444 ne règle que les droits du condamné et de ses représentants et qui laisse complètement en dehors la faculté d'agir d'office pour le Ministre. « Si l'article 444, combiné avec l'article 443, » prive le condamné qui connaissait, avant sa condamnation, le fait établissant son innocence, des droits » divers qu'il possède suivant les cas de revision, il » laisse intact le droit distinct du ministre exercé par » celui-ci dans l'intérêt de la justice. »

La jurisprudence s'est d'ailleurs prononcée sur ce

cas particulier et elle s'est entièrement ralliée à cette seconde opinion. MM. Garraud et Roux constatent pourtant une évolution que nous ne pouvons reconnaître pour notre part. Un arrêt du 22 janvier 1898 (affaire Delamotte), aurait admis la première opinion, tandis qu'un autre arrêt de la même date (affaire Chaïeb-ben-Amar) se serait rallié à la seconde (1). Or, nous ne pouvons admettre que, dans une même audience, la Cour de Cassation se déjuge pareillement, et nous croyons trouver la raison de l'opposition de ces deux arrêts dans une autre cause. L'arrêt de l'affaire Delamotte nous paraît être uniquement un arrêt d'espèce et c'est, non parce que le condamné connaissait le fait nouveau avant sa condamnation que la demande en revision a été rejetée, mais parce qu'il n'avait aucun intérêt matériel ou moral à l'obtenir ; cet individu subissait, en effet, en vertu d'autres décisions judiciaires, la peine perpétuelle de la relégation, et il aurait trouvé dans la revision de la sentence plus d'inconvénients que d'avantages, car il aurait dû alors établir comment il avait usurpé le nom sous lequel il avait été condamné.

A notre avis, cet arrêt n'est donc pas en opposition avec la doctrine à laquelle la Cour de Cassation s'est ralliée ; mais elle a voulu établir, comme nous l'avions dit précédemment, une limite à la revision lorsque, comme l'arrêt le constate, le rejet de la demande ne peut nuire ni à l'intérêt des tiers, ni aux exigences ultérieures de la répression.

Les autres arrêts rendus sur le même cas sont formels. La Cour admet la revision « bien que, par ses » déclarations inexactes, dont le mobile n'a pas été » déterminé, le condamné ait égaré la justice, et qu'il

(1) D. 1900, 1-142. S. 99, 1-474.

» soit en réalité l'auteur de l'erreur qui a été commise ». Cette interprétation a encore été confirmée par un arrêt du 22 avril 1898 (1).

Au sujet du caractère du « fait nouveau » s'élève encore une autre question qui fut posée par M. Mayer. Faut-il considérer le fait en lui-même ; ou faut-il le rapprocher des autres preuves du procès ? Les nouveaux faits ou pièces doivent-ils être de nature à établir la non-culpabilité ou l'innocence, par eux-mêmes, exclusivement ? Toute la doctrine et la jurisprudence ont résolu la question par la négative et ont répondu que le rapprochement avec les preuves était possible et même obligatoire ; en effet, c'est souvent de la comparaison de ce fait ou de cette pièce avec les autres preuves du procès que sortira l'évidence de l'erreur. La loi ne s'est pas expliquée sur ce point, mais on peut tirer un argument d'analogie de l'article 247 du C. d'Inst. crim. au sujet des charges nouvelles. « Sont considérées comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces ou procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la Cour d'appel, sont cependant de nature soit à fortifier les preuves que la Cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité. »

Nous arrivons à l'examen de la deuxième condition du quatrième paragraphe de l'article 443 que nous avons ainsi formulé : il faut que le fait ou la pièce soit de nature à établir l'innocence du condamné.

Dans le cas où une demande en revision peut être intentée, on se trouve dans une situation diamétralement opposée avec celle de tout inculpé qui doit profiter, comme nous le disions au début de cette étude, de

(1) D. 1900, 1-138.

la présomption d'innocence ; ici, au contraire, le condamné doit être présumé coupable « *res judicata pro veritate habetur* ». Aussi le législateur a-t-il dû s'occuper de cet état de choses et c'est la raison d'être de cette seconde condition.

Deux systèmes extrêmes étaient en présence : ou l'on pouvait admettre qu'un simple doute sur la culpabilité suffisait pour rendre la demande recevable ; ou bien l'on pouvait exiger une certitude absolue d'erreur.

Le premier était essentiellement dangereux ; c'était donner à la revision des procès criminels et correctionnels un champ d'application trop vaste ; on aurait pu remettre en question un nombre considérable de procès, la bonne administration de la justice en aurait souffert, car il est toujours assez facile de jeter un doute quelconque sur la culpabilité d'un individu, alors qu'il n'a pas été pris en flagrant délit ; c'est ce premier système qui fut consacré par la Chambre des députés ; il suffisait, en effet, qu'un fait vint à se produire ou à se révéler, d'où parût résulter la non culpabilité de celui qui a été condamné. Ce texte fut modifié par le projet du Conseil d'Etat que s'appropriâ le gouvernement et qui fut voté par le Sénat.

Quant au second système, qui exige une certitude d'erreur absolue, il est beaucoup trop étroit et n'apporterait, pour ainsi dire, aucune amélioration à la législation antérieure que l'on voulait réformer ; il est certain, croyons-nous, que si cette théorie était appliquée dans toute sa rigueur, le quatrième cas sur lequel on fondait tant d'espoir resterait lettre morte, car une certitude absolue d'erreur est presque impossible.

Nous rejetons donc ces deux opinions extrêmes pour nous rallier à un système intermédiaire et qui, croyons-nous, a été celui mis en vigueur par la loi de 1895.

Rappelons-en le texte : lorsqu'après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées de nature à établir l'innocence du condamné.

La lecture seule de ce texte suffit pour prouver que le législateur a entendu mettre de côté la première opinion que nous exprimions tout à l'heure, et son intention est d'autant plus évidente, qu'il a remplacé à dessein le mot *non culpabilité*, adopté par la Chambre, par le mot *innocence* indiquant, par cette substitution, l'intention manifeste d'exiger quelque chose de plus qu'un simple doute sur la culpabilité.

M. Jacquin est d'ailleurs des plus affirmatif dans un rapport. « La revision n'est admissible, dit-il, que si » l'erreur est démontrée ; il faut que cette démonstration soit à peu près faite au moment de statuer sur la » recevabilité, que l'innocence paraisse résulter de la » nouvelle procédure. »

Le législateur s'est-il approprié le second système de la certitude de l'erreur ? Nous ne le croyons pas davantage. Examinons tout d'abord le texte ; il faut un fait *de nature à établir* l'innocence du condamné. Le législateur ne dit pas « établissant » l'innocence ; non, il est bien loin d'être aussi affirmatif et il emploie au contraire une locution très large, permettant au juge une appréciation pleine et entière du fait qu'on lui soumet.

Enfin, si nous consultons le rapport de M. Jacquin, il est certain qu'à une première lecture certaines parties peuvent paraître inconciliables ; mais pourtant, avant d'entrer dans la discussion, il a posé un principe qui est celui qu'il adopte. Voici comment il s'exprime après avoir justifié le principe de la revision : « Nous avons » tenu à rechercher et à établir les motifs qui, à notre » avis, justifient la nécessité de la revision ; ce sont eux

» qui nous ont servi de guide pour déterminer les  
» limites dans lesquelles elle doit être enfermée, les  
» conditions dans lesquelles elle doit être admise. C'est  
» en nous appuyant sur eux que nous avons cru qu'il  
» convenait de poser ces deux règles.

» 1° La chose jugée ne doit pouvoir être attaquée  
» qu'en présence d'une certitude *ou tout au moins d'une*  
» *présomption particulièrement grave d'erreur.* »

Voilà la règle ; tout ce que le rapporteur dit dans la suite de son étude découle de ce principe ; par conséquent, il suffit d'une présomption grave d'erreur et point n'est besoin d'une certitude.

Si l'on admettait d'ailleurs cette seconde opinion, on arriverait à des impossibilités, comme le fait fort bien remarquer M. Ballot-Beaupré dans son rapport sur l'affaire Dreyfus (1). L'on ne comprendrait pas, en effet, si la certitude d'innocence devait émaner du fait lui-même, si par conséquent il ne restait aucun doute sur la culpabilité, que la Cour de Cassation renvoie devant un tribunal quelconque, conformément à l'article 445, pour statuer d'une façon définitive pour un acquittement ou une condamnation. « S'il était vrai, dit M. » Ballot-Beaupré, que pour être caractérisés dans le » sens de l'article 443, § 4, les faits nouveaux devront » établir l'innocence, s'il était vrai que cette démon- » tration immédiate rendit seule la demande recevable, » la déclaration de recevabilité se confondrait, par la » force des choses, avec la revision même, de telle sorte » que le renvoi serait sans objet ou plutôt présenterait » l'inconvénient grave d'une contradiction à craindre » entre votre arrêt et la décision ultérieure qui inter- » viendrait définitivement. L'on ne comprendrait pas

(1) Cass. Ch. réunies 3 juin 1899. D. 1900. 1-180.

» davantage, dit également M. Garraud, si le fait  
» reviseur doit être immédiatement probant, que l'article  
» 445, C. Inst. crim., ait donné expressément à la Cour  
» de Cassation le droit, si l'affaire n'est pas en état, de  
» procéder directement ou par commissions rogatoires  
» à toutes enquêtes, confrontations et interrogatoires  
» propres à *mettre en évidence la vérité* » ce qui suppose que cette dernière, simplement soupçonnée, n'est pas entièrement connue ou tout au moins établie. \*

Il faut enfin envisager le but du législateur et rechercher ce qu'il a voulu exactement ? La discussion est assez claire sur ce point. On a voulu ouvrir la revision dans la plus large mesure possible et alors le résultat serait-il atteint s'il l'on admettait la théorie de la certitude de l'erreur ? Evidemment non ! Bien plus, nous avons vu que, pour le troisième cas, au sujet du faux témoignage qui provient de la législation antérieure où l'on était si sévère sur les moyens de revision, la demande était recevable par le seul fait du faux témoignage, sans s'occuper si la culpabilité restait entière ou non. Et l'on voudrait que le législateur de 1895, qui a voulu faire une loi libérale, une loi de progrès, se montre plus exigeant que celui de 1808 et qu'il demande une certitude là où ses prédécesseurs se contentaient d'un doute.

Nous rejetons donc les systèmes extrêmes, que nous avons exposés, pour nous rallier à un système intermédiaire qui n'exige, pour la recevabilité de la demande en revision, qu'une présomption suffisamment grave d'erreur ; c'est-à-dire : nous ne voulons pas qu'un simple doute suffise pour faire prononcer la revision, pas plus qu'une certitude absolue d'erreur soit indispensable, mais nous croyons que des doutes suffisamment fondés et qui, par conséquent, sont de nature à établir l'innocence du condamné, sont nécessaires et

suffisants. C'est à la sagesse de la Cour de Cassation qu'il appartient de décider si les faits ou pièces qu'on lui soumet renferment bien ce caractère.

C'est ce système qu'a d'ailleurs consacré la jurisprudence de la Cour de Cassation par de nombreux arrêts (1).

En interprétant ainsi le texte du § 4 de l'article 443, nous croyons bien rendre la pensée du législateur qui a voulu, par l'adjonction de ce nouveau paragraphe, englober toutes les hypothèses d'erreur possibles ; c'est ainsi qu'une disposition spéciale, relative aux 2° et 3° cas de l'article 443, qui avait été votée par la Chambre, fut supprimée au Sénat comme pouvant rentrer dans les diverses hypothèses auxquelles le 4° cas était destiné à donner une solution. La Chambre des députés avait voté, on effet, la disposition suivante : « Dans ces » deux derniers cas (2° et 3°) le droit à la revision reste » ouvert alors même que l'auteur signalé d'un délit ou » d'un crime, à l'occasion duquel a été prononcée une » première condamnation, ou que le témoin soupçonné » de faux témoignage ne peuvent plus être poursuivis » ou condamnés par suite de décès, de prescription, » d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité. »

Or, le projet du gouvernement avait laissé antérieurement de côté cette disposition, dans la crainte de porter atteinte à l'honneur d'un homme qui ne pouvait se défendre ; le Sénat, à juste raison, reprit le texte de la Chambre, car il n'y a aucun motif à opposer à un innocent condamné ; ce sera aux Tribunaux à n'accorder dans ce cas la revision qu'avec une extrême réserve.

Pourtant, le texte voté par la Chambre ne figure pas

(1) D. 98, 1-338, aff. Pierre Vaux, crim. Cass. 16 déc. 97, S. 99 1-429. — D. 97, 1-54, aff. Druaux, crim. Cass. 26 juin 96, S. 99 1-428. — D. 1900 1-142, aff. Rossi, crim. Cass. 6 août 97, S. 99 1-428. — D. 1900 1-180, aff. Dreyfus, Ch. réunies 3 juin 99, S. 1900 1-297.

dans la loi ; mais il ne faut pas se méprendre sur ce silence ; les explications fournies tant au Sénat (1) qu'à la Chambre (2) sont formelles ; M. Pourquery de Boisserin, notamment, s'exprimait ainsi dans son second rapport après le retour de la loi sur le bureau de la Chambre : « Les paroles du rapporteur, l'honorable M. » Béranger, ne laissent à cet égard aucun doute : « cette » suppression ne voudra nullement dire que nous » renonçons à accorder à l'individu auquel on reconnaît » le droit de demander la revision, la faculté de le faire » quand le véritable coupable ou le faux témoin, dont » la condamnation eut fait éclater son innocence, ne » peut plus être poursuivi par suite du fait accidentel » de sa mort, de son irresponsabilité ou de la prescrip- » tion ; nous entendons au contraire lui maintenir ce » droit. . . . . » La pensée du Sénat, continue le rap- » porteur, se manifeste de plus tacitement par l'adop- » tion des règles de procédure déterminées par la » Chambre.

« L'article 445 porte dans un quatrième paragraphe : » lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des » débats oraux entre toutes les parties, notamment en » cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de » plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou » d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de » celle de la peine.

« Si le Sénat avait entendu rayer de la loi l'extension » donnée par la Chambre aux deuxième et troisième cas » prévus par l'article 443 — extension déjà réclamée » en 1867 — il n'aurait pas édicté la procédure à suivre » dans ces mêmes cas.

« Votre Commission, à l'unanimité, m'a donné man-

(1) J. off. Sénat 12-13 février 1894.

(2) Dernier rapport de M. Pourquery de Boisserin, 21 juin 1894, J. off. 31 juillet 94, annexe p. 1062.

» dat d'insister sur ce point important pour dissiper  
» toute équivoque et mettre en évidence la volonté des  
» deux Chambres, qui fonde envers et contre tous la  
» volonté de la loi. »

Après des déclarations aussi nettes et aussi précises, aucun doute ne saurait plus subsister. Cette suppression du paragraphe votée par la Chambre n'a modifié en rien l'esprit de la loi ; ce n'est que dans un but de clarté et de concision qu'elle a eu lieu.

Nous avons terminé l'étude de ce quatrième et dernier cas de l'article 443 et nous avons pu apprécier combien cette innovation de la loi de 1895 est conçue dans un esprit libéral. Nous verrons, dans l'étude de la procédure des demandes en revision que nous allons entreprendre, que le législateur, en dehors des conditions essentielles propres à ce quatrième cas, a formulé des règles spéciales assez sévères pour son introduction et son admission devant les tribunaux compétents.

## SECTION II

### PROCÉDURE. — ART. 444

Le droit de demander la revision appartiendra dans les trois premiers cas : 1° Au ministre de la justice ; 2° au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal ; 3° Après la mort ou l'absence déclarée du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

Dans le quatrième cas, au ministre de la justice seul, qui statuera, après avoir pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère et de trois magistrats de la Cour de Cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la chambre criminelle.

La Cour de Cassation, chambre criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la justice ou introduite par le ministre, sur la demande des parties, dans le délai d'un an, à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant nature à revision.

Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande par le ministère de la justice à la Cour de Cassation.

Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue, sur l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la Cour de Cassation ait prononcé et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette Cour statuant sur la recevabilité.

Plusieurs ordres d'idées sont contenus dans cet article, qui formeront l'objet d'autant de paragraphes spéciaux; nous examinerons d'une part quelles sont les personnes qui ont qualité pour introduire la demande en revision, puis nous étudierons les conditions de l'introduction de la demande et enfin les effets de cette introduction.

## § 1. — Des personnes ayant qualité pour introduire la demande en revision.

### A. — Règles communes aux trois premiers cas

Dans cette première hypothèse, trois personnes, ou plus exactement trois catégories de personnes, ont le droit d'introduire une demande en revision. C'est, en

premier lieu, le ministre de la justice, puis le condamné ou son représentant, et enfin, ses héritiers.

La loi de 1895 n'a rien changé sur ce point à la législation antérieure ; elle a reproduit les dispositions de la loi de 1867 (1) ; c'est donc à l'exposé des motifs de cette loi qu'il faut se reporter pour rechercher les raisons qui ont fait établir ces trois catégories de personnes ayant qualité pour introduire la demande en revision.

Cet exposé s'explique d'ailleurs assez longuement, car la loi de 1867 introduisit dans le Code une innovation. Les législateurs de 1808 n'avaient reconnu qu'à une seule personne le droit d'ouvrir l'instance en revision : c'était au ministre de la justice ; les articles primitifs du Code d'instruction criminelle exigeaient l'intervention du ministre dans la crainte d'abus de pourvoi et la Cour de Cassation, par un arrêt du 21 novembre 1817, décidait « qu'elle ne pouvait être » régulièrement saisie en cette matière que par un » réquisitoire du procureur général, donné en vertu » *d'ordre* du ministre de la justice. »

On s'aperçut bien vite de la futilité des craintes qui avaient été la cause de cette rigueur et en 1867, à côté du droit du ministre, qui peut toujours agir d'office, « on donna le droit d'agir, dit l'exposé des motifs (2), à » tous ceux qui, de près ou de loin, représentent la » famille et qui ont le devoir de réhabiliter le défunt ; » il peut être exercé concurremment par le conjoint, » par les enfants, par les parents, quel que soit leur » degré, par les légataires universels ou à titre universel, qui continuent la personne ou recueillent la » succession, par ceux qui ont reçu du décédé cette

(1) Rapport de M. Pourquery de Boisserin, J. off. du 31 juillet 1894. Documents parlementaires.

(2) Déjà cité.

» mission de réparation... En semblable matière, ajoute-  
» t-il, le mot enfants comprend aussi bien les enfants  
» adoptifs et les enfants naturels reconnus que les légi-  
» times. Les uns et les autres sont intéressés à la  
» réhabilitation de la mémoire. »

Toutefois, bien que le condamné ou ses représentants aient le droit de demander la revision, c'est toujours le ministre qui donne l'ordre au procureur général de la Cour de Cassation de commencer la procédure ; l'exposé des motifs s'exprime ainsi sur ce point : « L'initiative » appartient à la fois au ministre de la justice et aux » parties intéressées. Le ministre de la justice peut agir » quand le condamné ou la famille se tait ; il est le pre- » mier gardien de ce droit sacré, dont l'exercice touche » à l'ordre public. Les parties intéressées, se fondant sur » un des cas d'ouverture à revision, peuvent à leur tour, » mettre en mouvement l'action, et le ministre de la » justice, qui n'a point usé de son droit, *sera forcé* » d'agir sur leur réclamation.

« Dans tous les cas, qu'il agisse ou non d'office, le » ministre de la justice sera l'intermédiaire nécessaire » pour la transmission des pièces à la Cour de » Cassation. »

## **B. — Règles propres au quatrième cas**

Lorsque la revision d'un procès criminel ou correctionnel est demandée en vertu du § 4 de l'article 443, le ministre seul a autorité, d'après la loi, pour saisir la Cour de Cassation ; les parties intéressées, le condamné ou ses représentants, ne peuvent pas forcer le ministre à agir comme dans l'hypothèse précédente, leur droit se borne uniquement à soumettre leurs revendications au garde des sceaux qui, après examen, peut les rejeter si elles ne lui paraissent pas fondées.

La cause de cette rigueur s'explique facilement ; les législateurs de 1895 ont eu les mêmes craintes que les législateurs de 1808 ; ils ont eu peur d'un abus de la part des intéressés, et ils ont craint que des demandes multipliées de revision de sentences définitives ne portent atteinte à la bonne administration de la justice. Ces craintes étaient-elles bien justifiées ? Nous ne le croyons pas. Dans les législations étrangères, en Allemagne et en Autriche, on n'a pas limité le droit de revision, et l'abus qu'on semble redouter aujourd'hui ne s'est jamais manifesté.

Il existe, en outre, une autre justification de la sévérité de la loi pour l'introduction d'une demande en revision, basée sur le quatrième cas de l'article 443. Nous savons, en effet, qu'on peut agir à présent en vertu de ce quatrième cas, lorsque l'auteur signalé du crime ou du délit pour lequel une condamnation a été prononcée ou encore lorsque le témoin soupçonné de faux témoignage ne peuvent plus être poursuivis ; alors, dit l'exposé des motifs du projet du gouvernement : « Une telle disposition a paru présenter des » dangers particulièrement graves ; en effet, la preuve » de l'innocence du condamné repose ici sur la démon- » tration de la faute d'un homme qui n'est plus là pour » se défendre ou qui n'est pas en état de répondre à » l'accusation dont il est l'objet et que la loi couvre de » sa protection. Nous croyons que l'honneur d'un » homme ne doit pas, dans de telles conditions, être » inconsidérément mis en question et qu'il importe, » dans ces hypothèses, de prévenir les demandes abusi- » ves et téméraires ; c'est pourquoi nous vous proposons » de refuser le droit d'action aux parties intéressées et » de ne le remettre qu'au ministre de la justice. »

Cette explication ne peut satisfaire non plus pleinement l'esprit, car elle est trop spéciale et ne vise que

certain cas de l'application de la loi. Ce pouvoir donné au ministre de la justice est d'ailleurs critiquable au point de vue des principes purs ; on peut voir un empiètement du domaine exécutif sur le domaine judiciaire, et il peut paraître illogique qu'une autorisation administrative en quelque sorte soit indispensable pour intenter une action judiciaire.

Malgré ces critiques assez justifiées, il faut le reconnaître, nous ne croyons pas que cette innovation soit mauvaise en pratique ; il faut tenir compte, en effet, du changement subit survenu dans notre législation, et il eut peut-être été téméraire d'aller d'un extrême à l'autre, sans transition.

Le pouvoir du ministre de la justice est d'ailleurs limité moralement par la nécessité dans laquelle il se trouve de prendre l'avis d'une commission spéciale, composée de trois conseillers à la Cour de Cassation, pris hors la Chambre criminelle, et de trois directeurs de son ministère, qui doit examiner si la demande est sérieuse. L'avis de cette commission ne lie pas le ministre d'une façon formelle, mais en fait, il le suit presque toujours.

## § 2. — Introduction de la demande

Dans tous les cas, la demande en revision est introduite devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation par le Procureur général, d'ordre du ministre de la justice, soit qu'il agisse d'office, soit qu'il agisse sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

C'est donc à la Chambre criminelle seule qu'incombe la mission d'examiner la recevabilité de la demande et c'est pour cette raison que les trois conseillers, qui doivent faire partie de la commission consultative créée

par le § 2 de l'article 444, sont choisis hors la Chambre criminelle.

C'est donc elle qui doit vérifier, tout d'abord, si la demande est recevable en la forme ; c'est-à-dire si la revision est demandée pour une des causes que la loi autorise, si la demande est formulée par une personne ayant qualité, si elle est saisie régulièrement, enfin si elle a été introduite dans le délai légal. En effet, le § 4 est ainsi conçu : « La demande sera non recevable » si elle n'a été inscrite au ministère de la justice ou » introduite par le ministre sur la demande des parties » dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci » auront connu le fait donnant ouverture à revision. »

Avant d'étudier cette question de la prescriptibilité du droit de demander la revision, il est intéressant, croyons-nous, de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les différentes phases de la législation de ce siècle. En 1808, le Code ne fixait aucun délai : le droit de demander la revision était donc imprescriptible. En 1867 on conserve cette règle d'imprescriptibilité pour le 1<sup>er</sup> cas lorsqu'on découvre des indices de l'existence de la prétendue victime de l'homicide ; mais, pour les deux autres, la loi fixe un délai hors duquel l'action ne sera pas recevable. L'ancien article 444 était ainsi conçu : « La demande des parties sera non recevable pour » les cas déterminés aux n<sup>os</sup> 2 et 3 de l'article précé- » dent si elle n'a pas été inscrite au ministère de la » justice dans le délai de 2 ans à partir de la seconde des » condamnations inconciliables ou de la condamnation » du faux témoin. »

Mais, ainsi qu'il est facile de le voir, le droit d'action des parties seules était prescriptible ; il n'existait aucun délai pour le ministre qui voulait agir d'office.

En 1895, la Chambre des Députés calqua sa décision sur la loi de 1867. Elle ne fixait de délai que pour les

2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cas et elle laissait par conséquent de côté le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>e</sup> cas. De plus, elle admettait un délai beaucoup plus long : 5 ans à dater du jour où la partie intéressée aura connu la seconde des condamnations ou la condamnation du faux témoin.

Le projet du gouvernement adoptait le délai de deux ans déjà en vigueur sous la législation précédente et la commission du Sénat avait admis sur ce point le projet du Gouvernement qui laissait toujours hors de prescription le 4<sup>e</sup> cas.

Enfin, la Commission du Sénat, au cours des débats, fut amenée à changer son texte ; elle réduisit le délai à un an à dater du jour où les parties auront eu connaissance du fait donnant ouverture à revision et présenta un paragraphe qui, par sa généralité, semble comprendre tous les cas de revision ; c'est ce dernier texte qui fut voté par le Sénat sans discussion et qui fut admis également par la Chambre des députés en seconde délibération.

Devait-on déclarer prescriptible ce droit de demander la revision ? nous ne le croyons pas. Il est inadmissible qu'une prescription quelconque coure contre un innocent. La seule solution conforme à l'esprit de justice et d'équité était donc celle donnée par le législateur de 1808. Certes, on dira que celui qui a eu connaissance d'un moyen de revision et qui n'en a pas usé dans un délai déterminé est répréhensible et que c'est par sa faute qu'il se trouve forclos ; mais c'est une raison qui ne peut satisfaire l'esprit et qui de plus n'est pas toujours exacte. Il peut se trouver bien des hypothèses où le condamné n'a pas pu agir, ou n'a pas cru avoir en son pouvoir tous les éléments nécessaires pour obtenir une réhabilitation éclatante. Puis enfin, comme le fait remarquer M. Mayer, est-ce que la revision a été établie dans l'intérêt exclusif de la partie

lésée ? Est-ce qu'il n'est pas de l'intérêt supérieur de la loi de justice elle-même, que des jugements basés sur des faits reconnus ultérieurement comme erronés soient annulés ?

Il eut donc été bien préférable à notre avis de suivre les législateurs de 1808 et toutes les législations étrangères, et de déclarer imprescriptible ce droit de revision. L'on eut évité ainsi tous les tâtonnements auxquels nous avons assisté et qui prouvent combien cette question était difficile à résoudre. Il fallait, en effet, fixer le délai de prescription et nous avons vu combien de changements il a subi dans les travaux préparatoires de la loi de 1895 ; puis il fallait fixer également le point de départ de ce délai.

Sur ce dernier point deux solutions étaient possibles : ou bien l'on pouvait, comme l'a fait la loi de 1867, fixer ce point de départ au jour où le fait donnant ouverture à la revision s'est produit, ou bien au jour où ce fait a été porté à la connaissance de l'intéressé.

De ces deux systèmes, c'est le second que la loi de 1895 a consacré ; c'est d'ailleurs de beaucoup le plus équitable, mais d'une application pratique bien difficile, il faut le reconnaître.

Comment, en effet, préciser exactement le jour où l'intéressé aura eu connaissance du fait susceptible de lui ouvrir le recours en revision ? On sera presque toujours obligé de s'en rapporter à ses déclarations qu'il sera presque impossible de contrôler.

Il ne nous reste plus qu'à examiner l'étendue de cette prescription, c'est-à-dire, si elle s'applique à tous les cas et dans toutes les hypothèses.

Nous connaissons le texte du § 4 de l'article 444 et il est certain qu'à première vue il semble s'appliquer à tous les cas. On a prétendu pourtant que, malgré la rédaction de l'article, l'esprit de la loi était resté

le même que dans les projets et que seuls les troisième et quatrième cas de revision étaient soumis à la prescription annale. Nous savons déjà que les projets de la Chambre et du Gouvernement et le projet primitif du Sénat étaient conçus dans cet esprit ; mais il nous paraît bien difficile d'admettre ce système qui est en opposition manifeste avec la lettre de l'article ; d'ailleurs, à notre avis, il était peu logique de déclarer l'action prescrite dans un cas et non dans l'autre. Certes, nous avons déploré que le législateur ait adopté un délai pour l'introduction de la demande ; mais, puisqu'il s'est rallié à ce système, il devait, nous semble-t-il, le proclamer pour tous les cas.

En conséquence, nous rejetons cette première opinion qui, d'ailleurs, n'a plus de partisans.

Il existe un système beaucoup plus intéressant ; il émane de M. Jacquin, conseiller d'Etat, l'auteur du projet du gouvernement, qui est devenu la loi, pour ainsi dire, et comme tel il a une importance considérable.

M. Jacquin considère (1) que la modification apportée au texte, le transforme pour les parties, de telle manière que, dans tous les cas, celles-ci n'ont qu'un délai d'un an, à partir du moment où elles ont eu connaissance du fait pouvant donner lieu à revision ; mais il pense que le droit d'office du ministre de la justice est imprescriptible.

Nous nous rallions entièrement à cette théorie ; la lecture attentive du § 4 de l'article 444, démontre que c'est bien là la volonté du législateur. Il ressort, en effet, que l'on n'a eu en vue que le droit des parties, et dès lors, cette prescription spéciale ne peut s'appliquer au droit du ministre d'agir d'office, car il est

(1) Jacquin : Revue pénitentiaire 1895, p. 971. 12 39.

impossible de faire rentrer ce droit dans la lettre du paragraphe qui nous occupe.

De nombreuses considérations militent d'ailleurs en faveur de cette interprétation.

Sous la législation ancienne, résultant de la loi de 1867 (1), une prescription spéciale s'attachait aux 2<sup>m</sup>e et 3<sup>m</sup>e cas, mais le droit du ministre restait imprescriptible. Cela résulte des déclarations du garde des sceaux dans la séance du 10 mai 1867. « Je fais remarquer, dit-il, » que le droit du ministre de la justice ne se prescrit » pas ; de sorte que, si une partie apercevait seulement » après l'expiration du délai de deux années, le fait » qui peut donner lieu à revision, il lui suffirait de » le faire connaître au ministre qui aurait non seule- » ment le droit, mais le devoir, quelque soit le délai » écoulé, d'introduire immédiatement l'action. »

Or, il serait véritablement étrange de voir le législateur de 1895 changer complètement la théorie sur ce point sans que ni le texte, ni rien dans les travaux préparatoires n'explique ou n'indique cette modification. Bien plus, dans ces travaux préparatoires, nous trouvons la preuve qu'on n'a rien voulu changer à la législation précédente, cela ressort nettement du rapport de M. Jacquin sur le projet de loi déposé par le gouvernement (2).

On a modifié, il est vrai, le texte du projet, mais cette modification n'a eu de répercussion que sur le droit des parties, elle laisse en dehors le droit du ministre.

La jurisprudence n'a pas eu à s'expliquer encore d'une manière catégorique sur ce point spécial ; tous les cas qui lui ont été soumis, l'ont été dans le délai

(1) Faustin Hélie, t. 8, 4050.

(2) J. off., 17 décembre 1892, Doc. parl., Sénat, p. 393, 2<sup>e</sup> colonne.

réglementaire, aussi n'est-ce qu'incidemment qu'elle s'est occupée de la question du délai.

Néanmoins, la tendance de la Cour de Cassation semble être contraire à la théorie que nous adoptons et considérer le droit du ministre comme prescriptible (1).

### § 3. — De l'effet suspensif de l'introduction de la demande

Les deux derniers paragraphes de l'article 444 concernent l'effet de l'introduction d'une demande en revision sur la peine elle-même.

« Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas » été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein » droit à partir de la transmission de la demande par le » ministre de la justice à la Cour de Cassation.

« Si le condamné est en état de détention, l'exécution » pourra être suspendue sur l'ordre du ministre de la » justice, jusqu'à ce que la Cour de Cassation ait pro- » noncé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette » cour statuant sur la recevabilité. »

Il faut donc, pour que cet effet suspensif puisse avoir lieu, que la peine ne soit pas complètement achevée, sinon il n'y aurait aucun sursis à prononcer.

Avec la loi de 1867, l'exécution des arrêts ou jugements, dans tous les cas, était suspendue de plein droit ; il n'existait donc pas la distinction d'aujourd'hui entre le cas où le jugement n'a pas encore été exécuté et celui où il est en cours d'exécution ; ce changement a été expliqué dans le rapport de M. Béranger : « Cette » disposition était juste, dit-il, et ne pouvait entraîner » aucun abus avec une législation qui subordonnait la

(2) Cass. 22 janvier 1898, 22 avril 1898. D. 1900, 1-143-144. S. 99, 1-476

» demande à l'existence d'un fait matériel emportant  
» la presque certitude de l'innocence. Elle pouvait  
» offrir un véritable danger avec la latitude accordée  
» désormais à l'exercice du droit (1). »

Aussi, une distinction logique a-t-elle été faite dans la loi : si l'arrêt ou le jugement n'a pas encore été exécuté, si par exemple, après l'irrévocabilité de la sentence et avant son exécution, le condamné découvre un moyen de revision et commence la procédure pour obtenir la revision du procès, de plein droit l'exécution est suspendue jusqu'au moment où la Cour de Cassation aura statué.

Si, au contraire, la sentence est en voie d'exécution ; si le condamné est en état de détention, la suspension de la sentence n'est plus pour lui un droit mais une simple faculté ; c'est-à-dire la Cour de Cassation et le garde des sceaux statuent sur la recevabilité et peuvent ordonner la suspension, mais ils n'y sont pas obligés ; s'il en était autrement, on pourrait craindre qu'à chaque instant des condamnés se prévalent d'un moyen de revision imaginaire, dans le but, uniquement, de suspendre pendant un certain temps la peine qu'ils subissent.

### SECTION III.

#### EFFETS DE LA REVISION. — ART. 445

##### § 1. — Pouvoir de la Cour de Cassation valablement saisie d'une demande en revision.

Après l'examen des conditions de forme que nous venons d'étudier avec l'article précédent, la Cour

(1) Rapport de M. Bérenger déjà cité.

doit statuer au fond ; c'est cet examen du fond de la demande qui va faire l'objet de ce chapitre.

L'article 445 que nous allons étudier sur ce point est ainsi conçu :

« En cas de recevabilité, la Chambre criminelle » statuera sur la demande en revision si l'affaire est » en état.

« Si l'affaire n'est pas en état, la Chambre criminelle » procédera directement ou par commissions rogatoires » à toutes requêtes sur le fond, confrontations, re- » connaissances d'identité et moyens propres à mettre » la vérité en évidence. Après la fin de l'instruction, » il sera alors statué par les Chambres réunies de la » Cour de Cassation.

« Lorsque l'affaire sera en état, si la Chambre cri- » minelle, dans le cas du paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus, » ou les Chambres réunies, dans le cas du paragraphe 2, » reconnaissent qu'il peut être procédé à de nouveaux » débats contradictoires, elles annuleront les jugements » ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la » revision ; elles fixeront les questions qui devront » être posées et renverront les accusés ou prévenus, » selon les cas, devant une cour ou un tribunal autre » que ceux qui auront primitivement connu de l'affaire.

« Dans les affaires qui devront être soumises au » jury, le procureur général, près la Cour de renvoi, » dressera un nouvel acte d'accusation.

« Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à » des débats oraux entre toutes les parties, notamment » en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un » ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale » ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action » ou de celle de la peine, la Cour de cassation, après » avoir constaté expressément cette impossibilité, » statuera au fond, sans cassation préalable, ni renvoi,

» en présence des parties civiles, s'il y en a au procès,  
» et des curateurs nommés par elle à la mémoire de  
» chacun des morts ; dans ce cas, elle annulera seule-  
» ment celle des condamnations qui avait été injuste-  
» tement prononcée, et déchargera, s'il y a lieu, la  
» mémoire des morts.

» Si l'annulation de l'arrêt, à l'égard d'un condamné  
» vivant, ne laisse rien subsister qui puisse être  
» qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera pro-  
» noncé. »

Ainsi, lorsque la demande en revision est recevable, deux hypothèses peuvent se présenter : ou bien la Chambre criminelle de la Cour de Cassation peut statuer par un même arrêt sur la recevabilité du pourvoi et de l'action ; ou bien elle peut ne statuer que sur la recevabilité du pourvoi et renvoyer son arrêt sur le fond après certaines mesures d'instruction.

La Chambre criminelle peut statuer immédiatement, dit l'article 445, lorsque l'affaire est en état ; c'est-à-dire lorsque les pièces produites à l'appui de la demande en revision sont suffisantes pour lui permettre de statuer. Les exemples sur ce premier point sont nombreux ; presque tous les arrêts de revision sont rendus dans ces conditions, car les parties s'efforcent de donner à la Cour tous les renseignements utiles (1).

Mais si la Chambre criminelle estime que les faits ou les pièces qu'on lui soumet ne sont pas, par eux-mêmes, de nature à établir l'innocence d'un condamné, elle peut procéder, soit directement, soit par commission rogatoire, à toutes requêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

On peut se demander quelle est l'étendue de ce

(1) Cass. 22 janvier 1898, 22 avril 1898, etc. S. 1899, 1-476.

pouvoir d'enquête de la Chambre criminelle, car c'est une attribution qui est en dehors des attributions générales de la Cour de Cassation, qui consistent à ne s'occuper que des questions de droit, et la loi, par la disposition qui nous occupe, lui donne un pouvoir d'appréciation sur les faits.

Ce pouvoir d'investigation n'existe que depuis 1867. Sous l'empire du Code de 1808, la Chambre criminelle n'ayant à examiner que des cas très limités, statuait sans enquête préalable, et les législateurs de 1895 n'ont fait que recopier fidèlement le texte de 1867.

D'après les termes mêmes de ce paragraphe, ce nouveau droit donné à la Cour de Cassation paraît absolu. Aucune restriction ne semble possible et l'exposé de la loi de 1867 déclare nettement « qu'aucune limite n'est apportée à son pouvoir d'investigation. »

Toutefois, cette question de l'étendue du pouvoir d'investigation de la Cour de Cassation doit être résolue par une distinction. Dans les trois premiers cas, nous savons déjà que, du moment que toutes les conditions se trouvent réunies, la Cour doit admettre la revision ; son pouvoir d'investigation se borne donc, lorsqu'un renvoi est possible, à l'examen des conditions ; mais lorsque la Cour, pour certaines raisons spéciales que nous examinerons dans ce chapitre, statue sans renvoi, il faut forcément admettre qu'elle a non seulement le droit, mais le devoir de rechercher la vérité tout entière.

Dans le quatrième cas, au contraire, ce pouvoir d'investigation est absolu ; le fait nouveau qui doit motiver la recevabilité de l'action doit être de nature à établir l'innocence ; il faut donc que la Cour recherche si, réellement, le fait qu'on lui soumet peut prouver ou non l'innocence du condamné, autrement le principe

d'autorité de la chose jugée, qui subsiste toujours, serait par trop amoindri.

L'on peut même se demander si ce pouvoir d'investigation ne devrait pas être absolu dans tous les cas. Nous avons vu, en effet, que toutes les hypothèses rentrent dans le quatrième cas général de l'article 443 et alors, il pourrait paraître plus logique de donner à la Cour ce pouvoir d'investigation d'une façon illimitée, d'autant plus qu'on est forcé de le lui reconnaître lorsque de nouveaux débats ne peuvent plus avoir lieu et qu'on est ainsi appelé à faire une distinction dans la loi, là où elle n'en a pas fait.

Quoiqu'il en soit, nous pensons que dans l'état actuel de la législation, le pouvoir d'enquête de la Cour de Cassation n'est absolu que dans le cas créé par la loi de 1895. On nous objectera peut-être qu'il est inutile et même dangereux dans ces conditions de renvoyer l'affaire devant une autre juridiction, que c'est aller à la recherche de contradictions ; l'objection est peut-être exacte et nous verrons s'il n'eut pas été plus logique de donner à la Cour de Cassation seule, le plein pouvoir de reviser.

Lorsque la Chambre criminelle use de cette mesure d'instruction que nous venons de délimiter, l'arrêt sur le fond doit être prononcé par les Chambres réunies de la Cour de Cassation ; c'est l'innovation de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1899 que nous avons déjà appréciée.

En pratique, il s'est élevé une question assez délicate à ce sujet. Nous savons qu'il fonctionne au ministère de la justice, pour assister le garde des sceaux pour l'examen des demandes en revision basées sur le 4<sup>e</sup> cas, une commission composée de trois directeurs du ministère de la justice et de trois magistrats de la Cour de Cassation pris en dehors de la Chambre criminelle. (Article 444 paragraphe 2.)

Or, ces trois conseillers, qui ont donné leur avis sur le bien fondé de la demande, peuvent-ils connaître du fond de l'affaire au sujet de laquelle ils ont déjà été consultés ?

La Cour de Cassation a résolu par l'affirmative cette question qui, à notre avis, est très délicate.

Voici les arguments qu'on fait valoir de part et d'autre et qui ont été résumés par M. Ballot-Baupré dans son rapport au sujet de la requête de récusation présentée dans l'affaire Dreyfus (1).

L'article 378 du Code de Proc. C., applicable en matière pénale, autorise la récusation du juge qui a donné conseil, plaidé ou écrit sur le différend ou qui a précédemment connu comme juge ou comme arbitre.

Les Conseillers de la Chambre civile ont forcément donné conseil et écrit sur le différend ; l'article 378, § 8, leur est donc applicable.

L'article 444, d'un autre côté, fait une application évidente de l'article 378 puisqu'il déclare que les conseillers qui doivent faire partie de cette commission consultative doivent être pris hors la Chambre criminelle. C'est donc pour que les conseillers de cette chambre puissent statuer sur l'affaire qui leur est soumise en toute liberté ; et, ce qui est vrai pour la Chambre criminelle doit l'être pour les Chambres réunies qui statuent après enquête.

Enfin, disent les partisans de la récusation, c'est l'esprit évident de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1899 ; il suffit de se reporter aux travaux préparatoires et notamment aux observations de M. Guérin, rapporteur de la loi, approuvées par le président du Conseil, pour voir que les trois conseillers des Chambres civiles ne peuvent prendre part à l'arrêt définitif (2).

(1) Cass. Ch. réunies, 24 mars 1899, S. 1900, 1-405.

(2) Sénat, séance du 1<sup>er</sup> mars. J. off. du 2 mars p. 229.

Ces arguments ont tous, il faut le reconnaître, une valeur incontestable et on n'a pu y faire aucune objection sérieuse. On a bien essayé de dire que l'avis donné par les Conseillers à la Cour de cassation dans cette commission consultative ne rentrait pas dans le cadre de l'article 378, C. Pr. C. ; on a voulu également prétendre qu'une distinction existait entre les Conseillers de la Chambre criminelle et ceux des autres chambres faisant partie de la commission, ces derniers n'ayant donné leur avis qu'au vu des pièces de procédure, en dehors de l'enquête à laquelle a pu se livrer la Chambre criminelle et qu'après cette mesure d'instruction, l'affaire qu'on avait à juger se révélait sous un autre jour. On a voulu également démontrer que les explications données par le rapporteur de la loi et le président du Conseil n'avaient la valeur que d'une simple opinion. Toutes ces objections ne peuvent détruire aucunement l'argumentation très forte des partisans de la récusation.

Un seul argument sérieux a été présenté. Le vœu de la loi, a-t-on dit, a été de faire rendre l'arrêt par la Cour de Cassation Chambres réunies ; or, si l'on enlève forcément trois membres de la Cour, celle-ci ne sera plus un tout complet et l'on pourra concevoir une cour de justice plus complète et plus parfaite : c'est de beaucoup l'argument le meilleur. Il ne répond pas toutefois à ceux présentés par les partisans de la théorie adverse, mais il permet de soutenir cette opinion avec une grande apparence de raison.

Ces deux manières de voir peuvent donc se motiver par des raisons de sérieuse valeur, et il nous est bien difficile dans ces conditions d'arriver à une conclusion définitive. Les exemples font un peu défaut et, s'il est vrai que la Cour de Cassation ait admis la seconde théorie dans l'affaire Dreyfus, on ne peut affirmer,

surtout, étant données les conditions toutes spéciales de ce procès, que la jurisprudence ne variera pas.

De l'enquête peut jaillir une autre question tout aussi intéressante.

La Cour de Cassation peut-elle d'office se saisir d'un moyen qui ne lui a pas été soumis pour admettre le pourvoi en revision et annuler l'arrêt ?

Ici encore la Cour répond affirmativement sans toutefois examiner la question.

La loi est muette sur ce point, c'est donc aux principes généraux que l'on doit avoir recours. La Cour de Cassation, dans son rôle ordinaire, a le droit absolu de soulever d'office tout moyen d'annulation. Dans le seul cas de l'article 441 du C. de Pr. Crim. elle est obligée de suivre la ligne qui lui est tracée.

En équité, il est incontestable que la solution admise par la jurisprudence est la meilleure ; du moment que la Cour de Cassation découvre un moyen d'annulation propre à mettre en évidence l'innocence d'un condamné, il semble qu'il est de son devoir de s'en emparer ; l'esprit général de la loi vient, au surplus, renforcer cette interprétation.

Il est certain d'un autre côté, surtout en ce qui concerne le quatrième cas, qu'il existe la plus grande analogie entre le pourvoi en revision et le pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi de l'article 441.

Dans les deux cas, on se trouve en présence de solutions définitives et dans les deux cas le procureur général de la Cour de Cassation ne peut agir qu'après avoir reçu l'ordre du ministre de la justice. Il est évident, également, que le caractère de la revision est à la fois d'ordre juridique et politique, puisque c'est le pouvoir exécutif qui seul peut donner l'ordre d'agir et qu'il peut résulter d'un moyen soulevé par la Cour, de graves inconvénients pour le gouvernement.

Ainsi, tant que ce caractère politique de la revision, que nous déplorons d'ailleurs, subsistera, il nous semble difficile d'admettre la solution de la Cour de Cassation, bien qu'elle soit la seule conforme à l'idée de justice, surtout telle qu'elle a été comprise pour la revision des sentences entachées d'erreurs.

En résumé, si la Chambre criminelle, dans le cas du § 1 de l'article 445, où les Chambres réunies de la Cour de Cassation, dans le cas du § 2, admettent la recevabilité de l'action, elles annulent la sentence et c'est cette annulation que nous allons examiner avant d'étudier la question du renvoi.

## § 2. De l'annulation

Ainsi que nous venons de le voir, l'effet de la recevabilité de l'action est l'annulation de l'arrêt ou du jugement de condamnation qui entraîne en même temps la nullité des débats et, dans le cas d'un arrêt criminel, la nullité des questions posées au jury ainsi que les réponses faites, même si elles sont en faveur de l'accusé.

Si pourtant une condamnation a été prononcée pour plusieurs crimes et délits, et que la demande en revision ne touche qu'un seul chef d'accusation, la Cour ne peut annuler que sur ce point et doit maintenir, au contraire, les autres dispositions de l'arrêt attaqué. C'est ce qui a été jugé à maintes reprises, soit au sujet de deux jugements (1) inconciliables, soit en cas de faux témoignage (2). Ce dernier arrêt de 1857, se résume ainsi : Dans le cas de revision d'une condamnation pour faux témoignage prononcée ultérieurement

(1) Crim. 2 juin 1855, D. 55, 1-301.

(2) Crim. 13 novembre 1857, D. 58, 1-42.

contre l'un des témoins à charge ; si la déclaration du jury porte sur plusieurs chefs d'accusation distincts et que le faux témoignage n'ait lieu qu'à l'égard d'un seul, la cassation doit être restreinte à ce dernier chef et la Cour d'assises de renvoi doit, quant aux autres chefs, se borner à faire, s'il y a lieu, application de la peine d'après les faits reconnus par le premier jury.

La même solution a été admise lorsque plusieurs individus ont été condamnés et que l'un d'eux peut prouver son innocence, l'arrêt est maintenu pour les autres si leur culpabilité reste certaine (1).

Il a été également jugé par la Cour de Cassation (2) quand le jury a répondu négativement à la question principale, mais affirmativement à une question subsidiaire posée par le président, que la cassation doit porter sur le tout et que l'affaire doit se présenter de nouveau entière, c'est-à-dire sous sa première dénomination, ce qui fait que l'on peut imaginer un cas où la demande en revision peut être préjudiciable à l'intéressé.

Enfin, il est un point sur lequel il ne peut y avoir aucun doute, c'est que l'annulation d'une sentence criminelle ne peut porter atteinte à des tiers qui ont été acquittés. Si, par exemple, deux individus ont été poursuivis pour une affaire criminelle, que l'un soit acquitté et l'autre condamné, l'acquittement du premier subsistera toujours, quand bien même son co-inculpé arriverait à obtenir l'annulation de l'arrêt qui l'a condamné. Les co-accusés acquittés dans notre législation ne peuvent être remis en cause. La Cour de Cassation a déjà eu à statuer dans un cas semblable et elle a admis cette théorie, notamment dans un arrêt du 23 avril 1869 (3).

(1) Crim. 24 décembre 1875 D. 1876, 1-284.

(2) Crim. 23 novembre 1876 D. 1877, 1-284.

(3) Crim. 23 avril 1869, D. 70, 1-228.

En résumé, l'annulation de la sentence attaquée n'a effet que sur le fait seul qui a été soumis à la Cour de Cassation et tout ce qui est étranger à ce point spécial doit être maintenu dans son intégrité.

### § 3. — De la cassation avec ou sans renvoi

Lorsque la Cour a déclaré le pourvoi recevable en la forme, lorsqu'elle a admis également, quand il y a lieu, la demande comme bien fondée et qu'elle a annulé l'arrêt ou le jugement, il reste à statuer sur l'innocence du demandeur en revision. Pour cela, suivant les circonstances, elle renverra les accusés ou prévenus devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui auront connu primitivement de l'affaire ou bien elle statuera elle-même.

On peut se demander, tout d'abord, pourquoi cette dualité de système ? Il eut été préférable à notre avis de donner à la Cour de Cassation plein pourvoir dans tous les cas pour prononcer la revision.

Les raisons qu'à données le rapporteur de la loi de 1867 sont, en effet à notre sens, insuffisantes (1).

Trois systèmes se trouvaient en présence : l'un, qui attribuait tous les cas de revision à la Cour de cassation, l'autre qui les attribuait tous à la juridiction qui avait statué : qui pouvait juger doit rejuger, disait-on ; enfin il existait un troisième système intermédiaire : la Cour de Cassation et les autres juridictions devaient coopérer à l'œuvre de réparation : c'est le système en vigueur.

Le conseiller d'Etat rapporteur fait le plus grand éloge du premier système. La Cour de Cassation est le

(1) D, 1867, 4, 64, n° 8.

plus haut degré de juridiction que nous ayons et elle est certainement la mieux placée pour casser et reviser les sentences ; elle a donc tous les caractères nécessaires pour cette haute mission de rendre justice à l'innocent condamné.

Malgré ces avantages, le conseiller rapporteur préfère adopter un système intermédiaire parce que, dit-il, « attribuer toutes les causes en revision à la Cour » de Cassation ce serait dessaisir à tort le jury dans » les cas où il peut fonctionner selon les conditions » normales de son institution. »

Il veut donc garder à la Cour de Cassation son caractère spécial qui consiste à ne connaître que des questions de droit, sans s'occuper des questions de fait ; et pourtant, on fut bien obligé de battre en brèche ce principe pour permettre à la Cour de statuer quand de nouveaux débats étaient impossibles : il eut été préférable selon nous de donner à la Cour pleine et entière compétence : les arrêts en revision n'en auraient eu que plus de perfection et plus de solennité.

Quoiqu'il en soit, lorsque de nouveaux débats contradictoires peuvent avoir lieu, la Cour de Cassation fixe les questions qui devront être posées et renvoie les accusés ou prévenus selon les cas, devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui primitivement connurent de l'affaire.

Si c'est un arrêt de la Cour d'assises qui est annulé, elle renvoie devant une autre Cour d'assises ; si c'est un jugement correctionnel, devant un autre tribunal ou devant une Chambre d'appels correctionnels si l'affaire a été jugée en appel ; mais, dans aucun cas, la circonstance que le condamné ait subi sa peine ne met obstacle à un nouveau débat.

La Cour ou le Tribunal de revision juge alors sur les points qui ont été précisés par la Cour de Cassation,

et elle peut acquitter ou condamner sans s'occuper dans ce dernier cas des résultats des premiers débats.

La seule question délicate sur ce point est de savoir, quand de nouveaux débats oraux contradictoires sont impossibles, ce qui revient à rechercher dans quelles conditions la Cour de Cassation peut statuer sans renvoi. La jurisprudence de la Cour de Cassation est loin d'être encore établie d'une façon bien ferme.

Deux cas bien distincts doivent être envisagés : soit qu'il y ait dans la cause plusieurs parties intéressées, c'est l'hypothèse prévue par l'article 445 paragraphe 4, soit qu'il n'y ait que le condamné lui-même ; c'est le cas du § 5 du même article.

Sur le premier point, la loi de 1895 déclare que lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale, ou d'excusabilité en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la Cour de Cassation après avoir constaté expressément cette impossibilité statuera au fond.....

C'est la même rédaction qu'en 1867 sauf, toutefois, l'adjonction des mots : irresponsabilité pénale et excusabilité. Or, toute la difficulté réside dans l'interprétation du mot parties. Qu'est-ce que toutes ces parties dont la présence est nécessaire pour le renvoi devant une juridiction ordinaire ?

Avant la loi de 1895, la solution de cette question ne soulevait aucune difficulté ; il y avait identité absolue entre les mots partie et condamné, mais aujourd'hui en présence de l'extension donnée à la revision, il est bien difficile, sinon impossible, croyons-nous, d'interpréter ce mot dans le sens qu'il avait avant la loi de 1895. Il est évident, en effet, qu'il y a un change-

ment notable. L'adjonction des mots irresponsabilité pénale et excusabilité prouvent qu'il peut y avoir d'autres intéressés que les condamnés. En outre, on ne peut nier, déclare M. Garraud (1) « que le motif qui » a porté le législateur de 1867 à donner à la Cour de » Cassation la mission nouvelle de procéder au jugement » du fond du procès est tiré de l'impossibilité d'organi- » ser un débat oral entre tous les intéressés. Dès lors, » ce motif qui a fait écarter le renvoi devant un juge » du fait quand il y a des décès, des absences ou des » causes d'extinction des poursuites s'applique, avec » une force égale, qu'il s'agisse de personnes non con- » damnées ou de personnes condamnées, la revision » remettant les choses en l'état. Par exemple, une revi- » sion est demandée pour faux témoignage ; comment » la mort du faux témoin empêcherait-elle le renvoi si » celui-ci a été condamné et n'y ferait-elle pas obstacle » s'il ne l'a pas été ? L'intérêt de sa mémoire n'est-il » pas le même dans les deux cas ? Au reste, l'article 445 » cite, parmi les hypothèses dans lesquelles le renvoi » n'a pas lieu, celle d'irresponsabilité pénale et d'excusa- » bilité. Il vise évidemment des cas dans lesquels » une condamnation n'a pas dû intervenir ; l'acquitte- » ment est, en effet, la solution la plus probable de ces » situations (démence, contrainte, jeune âge). Comment » admettre, par conséquent, qu'on ait entendu restreindre la règle de la cassation sans renvoi au cas bien » improbable où il y aurait une condamnation et où la » cour de cassation se trouverait en face de deux con- » damnés, dont l'un, tout au moins, ne pourrait plus » être poursuivi ? L'origine même de cette disposition » nous confirme dans cette opinion. La Chambre des

(1) Note de M. Garraud D. 1900, 1 p. 140 2<sup>e</sup> col.  
Voir également note de M. Roux S. 1899, 1-474 § 3.

» députés avait ajouté aux n° 2 et 3 de l'article 443 un  
» paragraphe d'après lequel le droit à la revision exis-  
» tait, alors même que l'auteur signalé d'un crime ou  
» d'un délit, à l'occasion duquel une condamnation  
» avait été prononcée, ne pouvait plus être poursuivi  
» ou condamné par suite de décès, de prescription,  
» d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité. Ce para-  
» graphe a disparu de la loi parce qu'il était inutile ; le  
» cas général de revision introduit par le paragraphe de  
» l'article 443 ouvrant, dans toutes les hypothèses de fait  
» nouveau, la porte de la revision. Mais il a laissé une  
» trace dans l'article 445 qui permet d'affirmer que le  
» mot « parties » a pris, dans cette disposition, un sens  
» plus large, qu'il se rapporte à toutes les personnes  
» qui, étant intéressées à l'instance en revision, ne  
» peuvent pas cependant, pour un motif quelconque,  
» être déférées à un tribunal de répression ; ce qui se  
» produit non seulement quand l'action publique est, à  
» leur égard, prescrite, mais aussi lorsqu'elles ont été  
» acquittées ou sont décédées avant toutes poursuites. »

Nous nous rallions entièrement à cette théorie professée par MM. Garraud et Roux, et nous ne pouvons approuver sur ce point, en l'état actuel de la législation, la jurisprudence de la Cour de Cassation, notamment dans l'affaire Dreyfus et dans l'affaire Vallé que nous avons déjà citées. Dans ces deux affaires, la Cour de Cassation aurait dû, selon nous, statuer sans renvoi ; la synonymie entre les mots parties et condamné n'étant plus possible.

Quant au second cas de cassation sans renvoi, il est ainsi prévu dans l'article 445, § 5 : Si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

Ici, par conséquent, la revision ne met en cause

qu'une personne : le condamné. Or, lorsqu'il résulte de l'examen de la demande qu'aucun crime ou délit ne subsiste, il est évident qu'il est inutile de renvoyer l'affaire devant une juridiction quelconque, puisqu'il n'y a rien à juger.

La Cour de Cassation arrive, sur ce point, à des contradictions : tantôt elle annule sans renvoi (1), tantôt elle renvoie devant une juridiction compétente (2) dans des affaires presque identiques. Il semble résulter de la lecture de ces arrêts que la Cour de Cassation se laisse influencer par le degré de certitude d'erreur auquel elle peut arriver ; mais elle s'écarte certainement de l'esprit et de la lettre de la loi.

(1) Crim. 22 janvier 1898, D. 1900, 1-143, 4<sup>e</sup> espèce.

(2) Crim. 22 avril 1898, D. 1900 1-144, 6<sup>e</sup> espèce.







## CHAPITRE IV.



### LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

ET

### CONCLUSION

Dans cette étude de la revision, nous avons souvent fait allusion aux législations étrangères. Dans presque tous les pays, en effet, on a senti le besoin d'instituer une procédure spéciale pour réparer les erreurs judiciaires possibles.

Il existe néanmoins deux pays, l'Angleterre et les Etats-Unis, où la revision est inconnue. Dans l'État de New-York (1) pourtant, l'accusé peut, jusqu'à ce que la sentence soit prononcée, ou, s'il y a condamnation à mort, jusqu'à l'exécution, demander un nouveau débat devant une Cour différente, « lorsque il est » démontré que le défendeur peut produire une preuve » qui, administrée plus tôt, aurait probablement modifié le verdict, pourvu que cette preuve soit découverte après le débat. . . . »

(1) Code de Procédure criminelle de l'État de New-York, art. 465.

Mais, comme l'a fort bien dit M. Le Poittevin dans son rapport « ce n'est point là une revision, c'est » plutôt une sorte de recours contre le verdict avant » qu'il ait définitivement produit son effet. »

En Angleterre, en cas d'erreur de fait, aucun recours n'est possible, seul le droit de grâce du roi ou de la reine existe, mais il ne peut être considéré comme une revision des procès criminels ou correctionnels.

On a essayé de réformer la législation sur ce point, un projet fut même déposé, mais la tradition, si forte en Angleterre, semble s'opposer à sa réussite (1).

Tous les autres pays ont organisé la revision des sentences ; dans certains, tels que l'Allemagne et l'Autriche, elle est même beaucoup plus large qu'en France ; dans d'autres, au contraire, elle est plus restreinte.

En Allemagne, la revision est connue dans le Code de Procédure pénale (2) sous le titre de « Reprise de Procédure » et l'article 399 de ce Code en prévoit cinq cas qui embrassent toutes les hypothèses possibles :

« ART. 399. — Une procédure criminelle terminée » par un jugement passé en force de chose jugée, » sera reprise en faveur du condamné : 1° lorsqu'une » pièce produite aux débats à son préjudice, aura été » reconnue fausse ou falsifiée ; 2° lorsqu'un témoin ou » un expert entendu sous serment se sera rendu coupable sciemment ou par négligence, d'un manquement » aux devoirs imposés par le serment en, faisant une » déposition ou en donnant un avis à son préjudice ; » 3° lorsqu'un des juges, jurés ou échevins, qui auront » concouru au jugement aura commis, à l'occasion de » l'affaire, un manquement aux devoirs de sa charge, de

(1) Glasson, Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre, t. 6.

(2) Art. 399 du Code Proc. pénale allemande.

» nature à entraîner des poursuites criminelles et une  
» condamnation à une peine publique, pourvu toutefois  
» que ce manquement n'ait pas été provoqué par le  
» condamné lui-même ; 4° lorsque le jugement cri-  
» minel sera fondé sur un jugement passé en force  
» de chose jugée et que cette dernière décision aura  
» été infirmée par un autre jugement passé en force  
» de chose jugée ; 5° lorsque de nouveaux faits ou  
» moyens de preuve nouveaux seront produits qui,  
» seuls ou rapprochés des preuves antérieurement  
» reçues, peuvent déterminer l'acquittement de l'accusé  
» ou une condamnation à une peine moins forte, par  
» suite de l'application d'une loi pénale moins sévère.  
» Dans les affaires jugées par les tribunaux d'éche-  
» vins, on ne pourra produire que des faits ou des  
» moyens de preuve qui n'étaient pas connus du  
» condamné ou qu'il n'avait pu faire valoir, sans qu'il  
» y eût de sa faute, lors de la procédure antérieure,  
» y compris l'instance d'appel. »

Ainsi donc, non seulement le condamné peut demander la revision lorsqu'il peut produire les éléments propres à justifier son innocence, mais encore, il peut demander la reprise de procédure lorsqu'il allègue certains faits qui peuvent lui faire infliger une peine moins sévère ; enfin, la revision est applicable aux contraventions.

En ce qui concerne la procédure, c'est la partie seule qui peut agir ; personne n'a le droit d'agir d'office ; il n'existe aucune prescription du droit de demander la revision, et c'est le tribunal qui a rendu le jugement attaqué qui est compétent.

Si cette reprise de Procédure est beaucoup plus large en principe que notre revision, il existe en Allemagne ce que nous n'avons pas chez nous : la revision inverse, c'est-à-dire qu'on peut poursuivre

à nouveau pour le même chef d'accusation, un individu qui subit une peine inférieure à celle qu'il aurait dû encourir. Sur ce dernier point la législation allemande nous paraît très rigoureuse.

Tels sont les grands caractères de la législation allemande ; législation la plus large en ce qui concerne la revision, du moins d'après les textes ; là, en effet, le principe de l'autorité de la chose jugée, que nous rencontrons à chaque pas en opposition avec le principe de revision dans notre droit semble avoir été complètement sacrifié.

La législation autrichienne (1) est calquée sur la législation allemande. Tous les moyens propres à révéler l'innocence du condamné sont admis ; il n'existe point de délai d'introduction d'instance et la revision qui porte également le nom de reprise de procédure peut être demandée au préjudice de l'accusé.

Les demandes de reprise de procédure doivent être portées devant la cour de première instance devant laquelle cette procédure était pendante ; exceptionnellement, la Cour de Cassation autrichienne (article 362) peut ordonner la reprise de procédure « dans les cas » où des doutes graves s'élèvent sur l'exactitude des » faits servant de fondement au jugement, sans que ces » doutes soient dissipés par les recherches ordonnées » par elle. »

Ces deux législations (allemande et autrichienne) paraissent être, avec la législation de certains cantons de la Suisse, celui de Berne notamment, les plus libérales ; nous verrons tout à l'heure s'il en est ainsi dans la réalité. Le condamné peut dans toutes les hypothèses et en tout temps demander sa réhabilitation ; mais, la société est mise sur le même pied que lui, car,

(1) Code d'instruction crim. autrichien, art. 353-362.

si le coupable a été acquitté, ce dernier peut être poursuivi de nouveau dans certaines circonstances déterminées : c'est le système de réciprocité.

La législation belge est presque identique à la nôtre. Le code de 1808 fut d'ailleurs en vigueur en Belgique jusqu'à la loi du 18 juin 1894, qui vint apporter de nombreuses réformes libérales.

La revision est admise pour les procès criminels et correctionnels, mais non pour les contraventions. Elle peut être demandée lorsque le condamné subit une peine plus sévère que celle qu'il aurait méritée ; la législation belge est donc plus libérale que la nôtre sur ce point. De même, il n'y a de délai fixé que pour le cas de condamnation d'un faux témoin ; dans les autres hypothèses le droit de demande de revision est imprescriptible.

La revision, en Suisse, dans les cantons de Genève, Neuchâtel, Valais présente également les mêmes caractères que la revision française.

Dans d'autres législations, au contraire, on se montre un peu plus rigoureux, notamment en Italie (1), en Russie (2), au Japon (3) on adopte des systèmes se rapprochant beaucoup du système de la loi de 1867 ; on désigne des cas précis spéciaux en dehors desquels la revision n'est pas possible, et l'on n'y trouve pas de texte général assez large pour comprendre toutes les hypothèses.

La France ne semble occuper d'après cet aperçu de législation comparée, qu'un juste milieu entre les deux théories extrêmes, et pourtant l'on peut affirmer que c'est elle qui a la législation la plus libérale, même à l'égard de l'Allemagne.

(1) Code de Procédure pénale, art. 690 et suivants.

(2) Code de Procédure criminelle, art. 935 et suivants.

(3) Code de Procédure criminelle, art. 439 et suivants.

Des exemples récents ont prouvé, en effet, qu'entre la théorie et la pratique il y avait une distinction considérable.

L'on peut déclarer néanmoins que la revision est encore entourée de trop de conditions rigoureuses et, malgré la généralité des termes de la loi, quelques erreurs peuvent encore rester sans réparation. Dans une affaire toute récente, l'affaire Lefebvre (1), la Cour n'a pu admettre la revision malgré une conviction absolue d'erreur. C'est le même résultat que dans l'affaire Lesurques dont on ne put réhabiliter la mémoire.

La transformation de la loi n'a donc pas encore été assez large ; des barrières trop étroites existent encore et, bien qu'on ait été convaincu lors de l'élaboration de la loi de 1895 que la revision limitée était l'erreur judiciaire protégée, on n'est pas arrivé au résultat tel qu'on se le proposait.

Aucune restriction ne devrait être apportée au droit de faire réparer une erreur judiciaire, aucune condition, aucune prescription ne devraient exister ; il devrait être toujours permis de faire éclater son innocence.

Aucun principe ne devrait être mis en obstacle

(1) Dans cette affaire aucun « fait nouveau » comprenant les conditions que nous avons énumérées, n'avait pu être relevé ; néanmoins, M. le Garde des Sceaux au vu des pièces et de la Procédure, crut de son devoir de transmettre la demande à la Cour de Cassation et l'avocat général demanda à la Cour d'admettre le pourvoi, l'innocence du sieur Lefebvre paraissant résulter de l'information. Voici d'ailleurs un extrait significatif de l'arrêt :

« Attendu que le ministère public reconnaît lui-même que dans la cause » n'existe aucun fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné ; que néanmoins il demande à la Cour de reviser la condamnation dans le cas où celle-ci lui paraîtrait injustement prononcée.

» Mais, attendu que les pouvoirs de la Cour sont limitativement déterminés par le § 4 de l'article 443 combiné avec l'article 445, C. Inst. » Crim ; que ces dispositions sont trop claires et trop formelles pour qu'il soit permis d'en méconnaître la portée et de se soustraire à leur application ; qu'en l'absence de faits nouveaux la décision du jury demeure inattaquable et que, par suite, la demande de revision doit nécessairement être rejetée. »

à la revision, car lorsqu'on reconnaît à une institution humaine le pouvoir formidable dont dispose la justice, ce ne peut être qu'à la condition d'accorder une attention passionnée aux moindres détails de son organisation, d'en contrôler perpétuellement le fonctionnement, de n'omettre aucun des correctifs nécessaires à ses errements inévitables.

Bien plus que l'erreur historique ou scientifique, l'erreur judiciaire agite profondément l'ordre social, aussi ne faut-il rien négliger pour l'éviter d'abord, et, s'il a lieu, pour la réparer.

Vu :  
J. PERCEROU.

Vu :  
*Le Doyen de la Faculté de Droit  
de l'Université de Dijon,*  
E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
Dijon, le 6 mai 1902.  
*Le Recteur de l'Académie,*  
CH. ADAM,  
Correspondant de l'Institut.





# TABLE DES MATIÈRES

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

|                                                                                                                      |   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| INTRODUCTION et conciliation du principe de la<br>revision avec le principe de l'autorité de la chose<br>jugée ..... | 1 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|

## CHAPITRE II

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| HISTORIQUE .....                                              | 13 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Droit romain .....                      | 13 |
| § 2. — Ancien droit .....                                     | 15 |
| § 3. — Droit intermédiaire .....                              | 17 |
| § 4. — XIX <sup>me</sup> Siècle .....                         | 20 |
| SECTION 1. — Code d'instruction crimi-<br>nelle de 1808 ..... | 20 |
| SECTION 2. — Loi du 29 juin 1867 .....                        | 24 |
| SECTION 3. — Loi du 8 juin 1895 .....                         | 27 |
| SECTION 4. — Loi du 1 <sup>er</sup> mars 1899 .....           | 32 |

## CHAPITRE III

|                                                                                        |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| LÉGISLATION ACTUELLE .....                                                             | 35 |
| SECTION I. — Condition de la revision, art. 443. .                                     | 35 |
| § 1 <sup>er</sup> — Des jugements ou arrêts don-<br>nant lieu à revision .....         | 35 |
| § 2. — Des personnes au profit des-<br>quelles la revision peut être<br>demandée ..... | 40 |

|                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 3. — Différents cas de revision .....                                                                 | 46  |
| A. — Survivance de la personne.                                                                         | 47  |
| B. — Arrêts ou jugements inconciliables.....                                                            | 50  |
| C. — Condamnation pour faux témoignage.....                                                             | 57  |
| D. — Documents ou faits nouveaux.....                                                                   | 66  |
| SECTION II. — Procédure, article 444.....                                                               | 82  |
| § 1 <sup>er</sup> — Des personnes ayant qualité pour introduire la demande en revision.....             | 83  |
| A. — Règles communes aux trois premiers cas.....                                                        | 83  |
| B. — Règles propres au 4 <sup>me</sup> cas.                                                             | 85  |
| § 2. — Introduction de la demande...                                                                    | 87  |
| § 3. — De l'effet suspensif de l'introduction de la demande...                                          | 93  |
| SECTION III. — Effets de la revision, article 445..                                                     | 94  |
| § 1 <sup>er</sup> . — Pouvoir de la Cour de Cassation valablement saisie d'une demande en revision..... | 94  |
| § 2. — De l'annulation.....                                                                             | 102 |
| § 3. — De la cassation, avec ou sans renvoi.....                                                        | 104 |
| <br><b>CHAPITRE IV</b>                                                                                  |     |
| LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES, CONCLUSION.....                                                                | 111 |





